



N° 3 - avril 2015

Panorama au 14 avril 2015

Éditorial

L'abondance des récoltes de 2014 et un hiver clément continuent de peser sur les prix des productions végétales

L'hiver 2014-2015 a été marqué par des températures douces sur l'ensemble du territoire, avec pratiquement pas de gelées en plaine et des précipitations cumulées, depuis le 1^{er} septembre, supérieures aux normales dans les départements du littoral méditerranéen, en Ardèche et en Lozère et globalement déficitaires ailleurs. Sur l'ensemble du territoire, l'écart de pluie à la normale est nul. L'indice d'humidité des sols au 1^{er} avril est proche de la normale dans le quart nord-ouest, déficitaire dans le quart nord-est et excédentaire dans la moitié sud. Au final, la douceur hivernale aura permis aux sols de reconstituer leurs réserves en eau et favorisé les semis et les interventions sur les cultures en place (*Infos rapides Climatologie, avril 2015*).

L'absence de difficultés météorologiques ainsi que le niveau élevé des récoltes et des stocks mondiaux de céréales et d'oléagineux pour la campagne 2014/2015 ont tiré les prix de ces produits à la baisse. En février 2015, les prix des céréales, oléagineux

et pommes de terre mesurés par l'Indice des prix des produits agricoles à la production sont en net recul par rapport à ceux de février 2014, et plus encore par rapport à la moyenne des cinq derniers mois de février pour les céréales et oléagineux (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, avril 2015*). Néanmoins, la faiblesse de l'euro face au dollar a permis de limiter la baisse des prix des céréales, voire d'accroître les cours des oléagineux exprimés en euros au 1^{er} trimestre 2015 (*Céréales et oléagineux : la dépréciation de l'euro compense dans l'Union européenne le recul des cours mondiaux n° 2015/263, avril 2015*).

En France, la sole de céréales à paille augmenterait en 2015, particulièrement celle de blé dur, de même que celle des protéagineux tandis que les surfaces en colza, pommes de terre et betteraves se replieraient. Les prix en baisse de près de moitié pour la pomme de terre et des stocks importants en sucre pourraient inciter les agriculteurs à réduire leurs emblave-

ments (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, avril 2015*). Les stocks importants de sucre aux niveaux européen et mondial ont entraîné les prix du sucre à la baisse depuis plusieurs mois et pèsent encore sur les cours en ce début de campagne 2014/2015. En France, premier producteur européen de sucre, la production (sous et hors quota) devrait néanmoins progresser pour la campagne 2014/2015 et contribuer à l'accroissement de la production européenne. Les exportations françaises seraient également en hausse, notamment vers l'UE (*Les cours mondiaux et européens du sucre continuent de baisser, Betteraves n° 2015/264, avril 2015*).

Les prix des fruits, en février et mars, se maintiennent sur un an, les hausses des cours du kiwi et de la fraise contrebalançant la baisse des cours des pommes et poires. Les prix des pommes reflètent les difficultés à l'exportation. Leur déstockage se poursuit, à la faveur de températures de saison qui favorisent leur consommation. Fin février, les stocks de pommes mais

surtout de poires sont en retrait par rapport à la moyenne des cinq dernières années : - 16 % pour les pommes et - 38 % pour les poires (*Infos rapides Fraise, avril 2015 - Infos rapides Stocks Pomme-Poire, mars 2015*). Après un rebond lors de la campagne 2013/2014, les exportations de pommes sur les sept premiers mois de la campagne 2014/2015 reculent sur un an. Elles diminuent sensiblement vers l'Europe (- 15 %) et notamment vers l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni mais progressent vers les pays tiers (+ 7 %) grâce aux achats de l'Algérie et de la péninsule arabe et à la forte hausse de ceux en provenance de Chine, de Singapour et de Hong Kong (*Une offre européenne abondante de pommes pénalise les exportations françaises et tire les cours à la baisse Fruits n° 2015/265, avril 2015*).

Les prix des légumes, en février et mars, ont progressé sur un an, grâce aux cours des endives, choux, salades et concombres. L'offre réduite, confrontée à une demande dynamique, entretient la hausse des cours de ces produits. La situation demeure difficile pour le poireau et l'oignon, en repli sur cinq ans. La tomate débute les deux premiers mois de la nouvelle campagne avec des prix légèrement inférieurs à ceux de 2014 et à la moyenne sur cinq ans (*Infos rapides Tomate, mars 2015, Infos rapides Carotte - Chicorée - Endive - Laitue, avril 2015*).

Les prix des vins stagnent sur un an, la hausse des prix des vins IGP et sans IG (+ 13 %) compensant le recul des vins d'appellation (- 3,5 %). Parmi ces derniers, les vins de Bordeaux et de Bourgogne dont les récoltes ont été en forte hausse en 2014, sur un an, reculent particulièrement.

Les productions d'animaux de boucherie sont en hausse en janvier. La progression sur un an de la production bovine se poursuit mais de façon modérée (+ 0,4 %). À la hausse des abattages s'ajoute celle des exportations d'animaux finis. Les exportations de bovins maigres, notamment en direction de l'Italie ou de l'Espagne, atténuent, toutefois, la hausse de la production totale de bovins.

L'augmentation des abattages ayant été compensée par la baisse des importations, la consommation de viande bovine est quasiment stable sur un an. Au final, les prix des bovins poursuivent, en janvier et février, leur baisse sur un an, surtout pour les bovins de boucherie. Pour les ovins, la production de janvier progresse sur un an, le recul des abattages ayant été compensé par la hausse des exportations d'animaux vivants. Malgré une demande morose se traduisant par un recul des importations de viande, la disponibilité limitée en viande ovine entretient la hausse des prix : + 3 % en janvier et + 7 % en février sur un an. En janvier, la production porcine est quasiment stable sur un an, après une baisse de plusieurs mois. Les exportations en janvier reculent encore, pénalisées par l'embargo russe, et continuent de tirer les cours à la baisse en janvier et février (- 16 %) (*Infos Rapides Animaux de boucherie - Bovins - Ovins - Porcins, mars 2014*).

Les prévisions de production des animaux de boucherie pour 2015 laissent présager une poursuite de la hausse de production bovine en France (+ 3 % par rapport à 2014), grâce aux abattages de femelles, dans un contexte de mise en place de la nouvelle aide aux bovins allaitants. La production dans l'UE augmenterait, à l'exception du Royaume-Uni, de l'Irlande et des Pays-Bas. Pour toutes les autres espèces, des diminutions sont anticipées, du moins en France. La production ovine française devrait diminuer compte tenu des effectifs en léger repli au 1^{er} novembre 2014. Il en est de même des productions des autres pays de l'UE, sauf pour celles du Royaume-Uni, en hausse et de l'Irlande qui reste stable. La production européenne de viande caprine reculerait partout, hormis en Italie. La production européenne porcine augmenterait en 2015 assez nettement en Espagne, à la suite de l'accroissement des effectifs de femelles de souche et plus modérément en Pologne et au Danemark (*Infos Rapides Animaux de boucherie Bovins/Ovins/Caprins/Porcins - Enquête cheptel novembre 2014, avril 2015*).

En février 2015, les abattages de volailles sont quasiment stables par

rapport à février 2014, en volume et en têtes. La hausse des tonnages de dinde compense la baisse de ceux de poulet et de canard. Les prix à la production des volailles reculent, en février, sur un an, prolongeant les baisses de 2014. Les mises en place de poussins se replient sur un an, à l'exception de celles de poussins de dindes (+ 18 %) (*Infos rapides Aviculture, avril 2015*).

En janvier, les prix à la production d'œufs de consommation progressent sur un an (+ 9 %), soutenus par la progression des exportations d'œufs en coquille et d'ovoproduits. Ils sont, toutefois, toujours en retrait par rapport aux prix moyens 2010/2014 (- 3 %). Selon les prévisions du modèle établi par le Service de la statistique et de la prospective, l'Institut de l'aviculture et le centre national de promotion de l'œuf, la production d'œufs de consommation serait stable au mois de mai, par rapport au même mois de 2014.

Concernant les produits animaux, la collecte de lait de vache, en février, poursuit son recul sur un an (- 2,4 %), dans un contexte de prix à la production désormais en recul sur un an. La baisse de la collecte se prolongerait également en mars, avant la suppression des quotas laitiers. L'évolution de la fabrication de produits laitiers est contrastée en février. Les fabrications de lait U.H.T et de yaourts et laits fermentés poursuivent leur recul sur un an tandis que la production de raclette rebondit parmi les productions de fromage. Celles de beurre progressent mais de façon moins prononcée (+ 1 %) et les fabrications de poudres de lait écrémé, réengraissé ou non, reculent, après plusieurs mois de forte hausse (*Infos rapides Lait, avril 2015*).

En février 2015, le prix d'achat des moyens de production agricole poursuit son repli sur un an, sous l'effet principalement de la baisse des prix de l'énergie et des lubrifiants. Le prix d'achat des intrants repart à la hausse toutefois par rapport au mois précédent, après plusieurs mois de baisse, dans le sillage de la progression des prix de l'énergie et lubrifiants, des aliments pour animaux et des engrais et amendements. En février, la production

d'aliments composés pour les animaux de ferme s'est légèrement repliée sur un an. La baisse de la fabrication d'aliments à destination des bovins et des porcs à l'engrais a été atténuée par la hausse de celle à destination des poulets de chair, des palmipèdes et des pondeuses d'œufs de consommation. Le recul de la collecte laitière explique en partie le repli de la production d'aliments pour les bovins tandis que la réduction du cheptel porcin est à l'origine de la baisse de la fabrication d'aliments pour porcins. En cumul sur les premiers mois de la campagne 2014/2015, les livraisons d'engrais sont inférieures à celles de la campagne précédente, dans un contexte de baisse des cours des grandes cultures supérieure à celle des engrais (*Infos rapides Moyens de production, avril 2015*).

L'excédent des échanges agroalimentaires français, en février 2015, est quasiment stable sur un an, la hausse des exportations vers les pays tiers ayant presque compensé la baisse vers l'UE. Les quantités vendues augmentent vers la Chine, l'Égypte et le Mexique pour l'orge et vers les États-Unis pour les vins et boissons alcooliques. En revanche, les exportations reculent à destination de l'Italie pour les céréales, les viandes et le sucre et vers l'Allemagne pour la plupart des produits transformés. L'excédent en produits bruts se réduit, la hausse des volumes exportés d'orge, de maïs et de colza n'ayant pu contrebalancer la progression de la valeur des importations, à la suite de l'augmentation des prix des légumes comme la courgette et les fruits à coque. L'excédent en produits transformés augmente, sous l'ef-

fet d'une baisse des importations supérieure à celle des exportations, affectées toutes deux par le repli des prix (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, avril 2015*).

Sur l'ensemble de l'année 2014, l'excédent commercial des IAA est toutefois en repli par rapport à 2013. La production des industries agroalimentaires est légèrement supérieure en 2014 à celle de 2013, soutenue par la hausse de la fabrication de boissons. Le chiffre d'affaires est également en progression mais subit le recul des cours des matières premières céréalières et oléagineuses et des prix des produits alimentaires (*En 2014, le volume de la production des IAA a légèrement progressé, Industries agroalimentaires n° 2015/266, avril 2015*).

Annie Delort

Sommaire des synthèses

Synthèses

Céréales et oléagineux : la dépréciation de l'euro compense dans l'Union européenne le recul des cours mondiaux <i>Céréales, oléagineux et protéagineux</i>	7	O. Satger
Les cours mondiaux et européens du sucre continuent de baisser <i>Betteraves</i>	11	G. Wemelbeke
Une offre européenne abondante de pommes pénalise les exportations françaises et tire les cours à la baisse <i>Fruits</i>	15	L. Bernadette
En 2014, le volume de la production des IAA a légèrement progressé <i>Industries agroalimentaires</i>	19	C. Barry, H. Bouhalli

Organismes et abréviations 35

Pour en savoir plus 37

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 3/11, mars 2015	<i>M. A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Ovins, n° 3/11, mars 2015	<i>M. A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Porcins, n° 3/11, mars 2015	<i>C. Pendariès</i>
Animaux de boucherie - Bovins - Enquête cheptel novembre 2014, avril 2015	<i>M.A. Lapuyade, C. Ratte</i>
Animaux de boucherie - Ovins - Enquête cheptel novembre 2014, avril 2015	<i>M.A. Lapuyade, P. Soller</i>
Animaux de boucherie - Caprins - Enquête cheptel novembre 2014, avril 2015	<i>M.A. Lapuyade, P. Soller</i>
Aviculture, n° 4/11, avril 2015	<i>C. Pendariès</i>
Carotte, n° 6/6, avril 2015	<i>P. Arnoux</i>
Chicorée, n° 5/5, février 2015	<i>P. Arnoux</i>
Climatologie, n° 4/12, avril 2015	<i>J. Gabrysiak</i>
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 4/12, avril 2015	<i>G. Wemelbeke</i>
Endive, n° 4/5, avril 2015	<i>P. Arnoux</i>
Fraise, n° 1/4, avril 2015	<i>P. Arnoux</i>
Grandes cultures et fourrages, n° 2/10, avril 2015	<i>O. Satger</i>
Lait, n° 3/12, 4/12 mars/avril 2015	<i>S. Cazeneuve</i>
Laitue n° 6/6, avril 2015	<i>P. Arnoux</i>
Moyens de production n° 4/10, avril 2015	<i>H. Bouhalli, B. Edan</i>
Prix agricoles et alimentaires n° 4/10, avril 2015	<i>A. Delort</i>
Stocks Pommes-Poires n° 6/10, mars 2015	<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Tomate, n° 1/6, mars 2015	<i>P. Arnoux</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales, oléagineux et protéagineux avril n° 2015/263

[Retour éditorial](#)

Céréales et oléagineux : la dépréciation de l'euro compense dans l'Union européenne le recul des cours mondiaux

Au premier trimestre 2015, les niveaux élevés des récoltes et des stocks mondiaux ont tiré les cours des céréales et des oléagineux à la baisse. En mars 2015, les cours des céréales et des oléagineux sont inférieurs à ceux de mars 2014, à l'exception des prix du blé dur et du tournesol. La faiblesse de l'euro face au dollar a permis aux cours des céréales, exprimés dans la monnaie européenne, de se maintenir ou de limiter leur baisse. Les cours des oléagineux exprimés en euros ont, quant à eux, progressé en ce début d'année, malgré l'importance des stocks de soja. Outre la baisse de l'euro, les cours ont été soutenus par le recul des stocks de tournesol et une sole de colza qui pourrait reculer dans l'Union européenne.

En 2014/2015, la production mondiale de céréales devrait s'établir à 2 000 millions de tonnes selon le CIC (Conseil international des céréales), soit une quasi-stabilité par rapport à la campagne précédente (2 001 millions de tonnes). La consommation progresserait tout en restant inférieure à la production. Les stocks s'alourdiraient de 28 millions de tonnes, soit une hausse de 7 %. Entre les deux campagnes, les stocks progresseraient nettement (de 334 à 429 millions de tonnes). Les stocks seraient à leur plus haut niveau depuis 15 ans.

Les stocks de blé tendre augmentent en France et dans le monde

Selon le CIC, les stocks mondiaux en blé tendre de fin de campagne

2014/2015 progresseraient de 6 % pour atteindre 198 millions de tonnes. La consommation serait en hausse de 1,7 % mais demeurerait inférieure à la production, en légère croissance (+ 0,8 %) par rapport à une récolte 2013/2014 déjà abondante. En France, la récolte de blé tendre atteindrait 37,5 millions de tonnes, en progression de 1,7 % sur un an et dépasserait de 5 % la moyenne annuelle 2009-2013. Une partie de cette récolte ne peut être utilisée qu'en alimentation animale, les températures froides et les précipitations de l'été 2014 ayant généré localement des phénomènes de prégermination rendant certains blés impropres à la panification (*Blé tendre : le niveau élevé de la récolte tire les prix vers le bas, Céréales n° 2014/249 octobre 2014*). Selon FranceAgriMer, les stocks de fin de

campagne atteindraient 3,6 millions de tonnes en France, contre 2,3 millions de tonnes un an plus tôt. Ces stocks pourraient être revus à la baisse dans les prochains mois, grâce à des exportations dynamiques.

Par rapport à la dernière campagne, si les exportations de blé meunier d'origine française ont reculé vers l'Algérie, elles ont considérablement progressé à destination de l'Égypte. Lors de cette campagne, de grandes quantités de blé fourrager français ont également été exportées vers l'Union européenne. Les exportations ont aussi été dynamiques vers l'Asie et devraient continuer à l'être. En effet, les blés français sont compétitifs au niveau mondial et la baisse des coûts du fret maritime facilite les livraisons lointaines, comme en Corée du Sud ou au Vietnam.

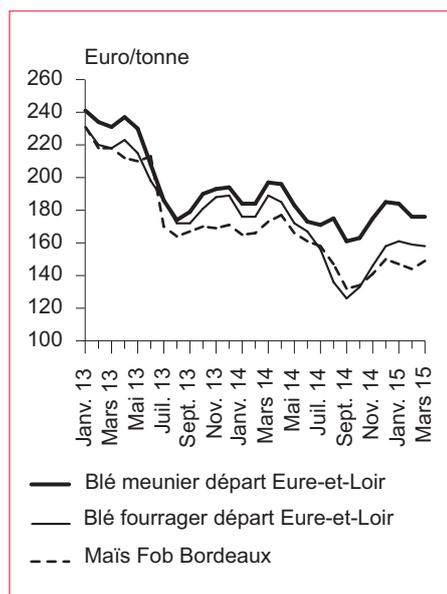
La production mondiale et française de maïs à un niveau élevé

Selon le CIC, la production mondiale de maïs s'élèverait à 990 millions de tonnes, proche du niveau historique de la campagne précédente (991 millions de tonnes). La consommation progresserait de 2,9 %, pour s'établir à 974 millions de tonnes. Les stocks de fin de campagne atteindraient 191 millions de tonnes, en hausse de 16 millions. En France, la récolte de maïs grain hors semence est estimée à 18 millions de tonnes, soit + 23 % sur un an. Selon FranceAgriMer, les stocks de fin d'année s'établiraient en France à 3,8 millions de tonnes, contre 2,3 millions de tonnes un an plus tôt.

L'euro soutient les cours des céréales

À partir du mois d'avril 2014, les cours des céréales ont commencé à se détendre, les craintes au sujet d'une baisse des exportations ukrainiennes de blé s'étant révélées infondées. Entre juillet et septembre, les relèvements des perspectives de récoltes mondiales de céréales ont amplifié le recul. Par la suite, des problèmes logistiques aux États-Unis et des craintes au sujet de l'état du manteau neigeux en Russie et de la mise en place de taxes à l'exportation dans ce pays ont

Le prix du blé tendre repart à la baisse début 2015



Source : La Dépêche

permis aux cours des céréales de se redresser en fin d'année. Pour les cours européens, ce redressement a été accentué par la baisse de l'euro (*Céréales et oléagineux : les cours se redressent en fin d'année, Grandes cultures n° 2015/257, janvier 2015*).

Au cours du premier trimestre 2015, l'absence de problème météorologique de grande ampleur et l'importance des stocks ont entraîné les marchés agricoles sur une tendance baissière. Néanmoins, la baisse de l'euro face au dollar a permis de compenser sensiblement le recul des prix, en relevant les cours des matières premières agricoles exprimés en euros. L'euro est passé de 1,23 dollar en moyenne en décembre 2014 à 1,08 dollar en mars 2015, à la suite de l'annonce du rachat de dettes souveraines par la banque centrale, le 22 janvier. Le cours du blé tendre de qualité meunière au départ d'Eure-et-Loir a reculé de 5 % entre décembre 2014 et mars 2015. Sur un an, la baisse a atteint 10 %.

Compte tenu de l'abondance de blé de qualité fourragère pour la campagne 2014/2015 en France, l'écart de prix entre les deux qualités a culminé à 28 % en août et en septembre 2014. Depuis, le blé fourrager français a trouvé des débouchés, notamment à l'exportation, ce qui devrait permettre de limiter les stocks en fin de campagne. Le cours du blé fourrager s'est ainsi stabilisé entre décembre 2014 et mars 2015, contribuant à réduire l'écart avec le blé de qualité meunière. En mars 2015, l'écart de prix entre blé meunier et blé fourrager s'est réduit à 12 %.

Les cours du maïs restent faibles

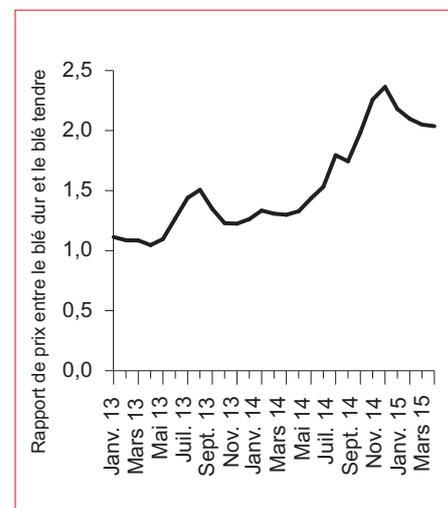
En janvier et en février 2015, les cours du maïs sont repartis à la baisse, pénalisés, notamment, par le relèvement des perspectives de récolte en Amérique du Sud, dans l'Union européenne et en Ukraine, + 10 millions de tonnes en janvier, selon le CIC. En outre, les stocks d'éthanol obtenu à partir de maïs ont largement progressé aux États-Unis. Compte tenu de la faiblesse des cours du pétrole, l'utilisation de maïs pour la production d'éthanol pourrait baisser dans les prochains mois. En mars, les cours se sont redressés par

rapport au mois précédent, soutenus par la baisse de l'euro et par les prévisions de semis en recul aux États-Unis. En effet, selon l'USDA (United States department of agriculture), la sole de maïs devrait reculer en 2015 (- 1,5 %). La faiblesse des cours du maïs inciterait les agriculteurs américains à semer plus de soja, au détriment du maïs. En France, le prix du maïs a retrouvé, en mars, son niveau de décembre 2014. Néanmoins, sur un an, il accuse un repli de 14 %.

Le prix du blé dur recule début 2015 mais demeure élevé

Contrairement aux autres céréales, la production et les stocks mondiaux de blé dur devraient être insuffisants pour couvrir la demande mondiale en 2014/2015. En effet, de fortes précipitations au Canada, premier exportateur de blé dur au monde, ont généré des problèmes de qualité du blé dur, rendant une grande partie de la production canadienne impropre à la production de pâtes. En France, la production serait en recul de 16 % sur un an, affectée, elle aussi, par des problèmes de qualité apparus à la suite des intempéries estivales. En conséquence, le prix du blé dur a progressé fortement de septembre à novembre 2014 (+ 29 %). Ensuite, entre novembre 2014 et mars 2015, le cours du blé dur a baissé de 13 %, effaçant une partie de la hausse.

Le rapport de prix entre le blé dur et le blé tendre est favorable au blé dur pour la campagne 2014/2015



Source : La Dépêche

Néanmoins, en mars 2015, le cours du blé dur progresse de 40 % sur un an. Le rapport de prix entre le blé dur et le blé tendre meunier a atteint un niveau élevé, cette année, par rapport aux campagnes précédentes, rendant la culture du blé dur plus attractive. Pour la campagne 2015/2016, la sole de blé dur devrait augmenter de 12 % en France.

Oléagineux : la baisse de l'euro compense une production abondante

Selon le CIC, la production de soja devrait atteindre 314 millions de tonnes lors de la campagne 2014/2015, en hausse de 10 % sur un an. La consommation serait légèrement inférieure (300 millions de tonnes). Les stocks s'établiraient ainsi à 44 millions de tonnes, en progression de 47 % sur un an. Les prévisions de récoltes et de stocks ont été revues à la hausse au premier trimestre 2015, grâce à des récoltes meilleures que prévues en Amérique du Sud. Les surfaces consacrées au soja aux États-Unis, premier

producteur mondial devraient progresser (+ 1,1 % en 2015, après une progression de 8,9 % en 2014). La récolte de colza progresserait aussi nettement en France (+ 26 %) et dans l'Union européenne (+ 15 %), lors de la campagne 2014/2015. La récolte de tournesol serait abondante dans l'Union européenne (+ 8 %), malgré un léger recul en France.

Le niveau élevé des récoltes de la campagne 2014/2015 ainsi que la faiblesse des cours du pétrole ont été un facteur de baisse des prix des oléagineux en début d'année 2015. De même, contrairement aux craintes des opérateurs, la production d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie a été peu affectée par les inondations qui ont touché ces deux pays fin 2014. À l'inverse, la décision de l'Indonésie de subventionner le biodiésel issu de l'huile de palme a permis de soutenir les cours. Une grève des transporteurs brésiliens en début d'année a également pu contribuer à raffermir les cours du soja.

La chute de l'euro, à la suite de l'assouplissement monétaire décidé par la BCE, a renforcé les prix des matières premières libellés en euros. Entre décembre 2014 et mars 2015, le prix du soja, coté à Chicago, exprimé en dollar a baissé de 5 %. Exprimé en euro, le prix du soja a, au contraire, augmenté de 8 %.

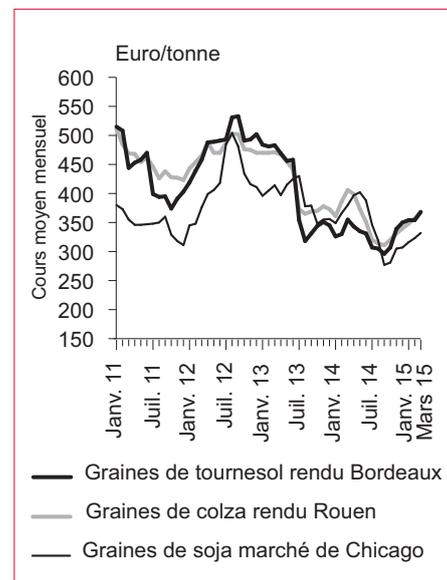
Le prix du tournesol toujours orienté à la hausse en début d'année

Dans le sillage des autres oléagineux, les prix du tournesol ont crû de 5 % au premier trimestre 2015. Cette hausse est toutefois plus faible que pour les autres oléagineux. Les cours du tournesol ont moins baissé que ceux du colza ou du soja entre mars et septembre 2014 et sont davantage remontés en fin d'année. Contrairement au colza et au soja, le prix du tournesol a progressé entre mars 2014 et mars 2015

(+ 4 %). Fin 2014, les prévisions de récolte des deux principaux producteurs mondiaux, la Russie et l'Ukraine ont été revues à la baisse. Selon l'USDA, la production mondiale de la campagne 2014/2015 devrait reculer de 7 % par rapport à la campagne précédente et les stocks diminueraient de 17 % sur la même période.

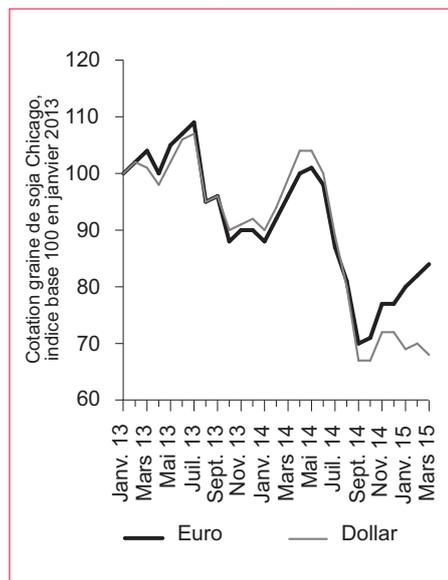
En mars 2015, le prix du colza recule de 9 % sur un an. La baisse a été forte entre mars et septembre 2014, du fait de récoltes abondantes au niveau mondial, notamment en France et dans l'Union européenne. Depuis, les cours se sont redressés comme ceux des autres oléagineux. Entre décembre 2014 et mars 2015, le prix du colza a augmenté de 9 %, portant la hausse, depuis septembre, à 19 %. L'anticipation d'une réduction de la sole européenne a soutenu les cours, le CIC prévoyant un recul de 4 % des surfaces de colza de l'Union européenne.

Les prix des oléagineux orientés à la hausse en début d'année



Source : La Dépêche

La baisse de l'euro compense la faiblesse des prix du soja



Source : La Dépêche

Sources

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surface et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du bulletin Mars édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission européenne/DG-Agri.
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm Les données historiques disponibles depuis 1960 sont issues de la base de données de l'USDA : <http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>.
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.
- Les éléments sur la qualité des blés proviennent de l'enquête FranceAgriMer/Arvalis, une synthèse est disponible sur le site de FranceAgriMer : <http://www.franceagrimer.fr>.
- Le temps de chute de Hagberg est l'un des critères qui sert à sélectionner les lots de blés destinés à la panification. Un temps suffisamment long traduit l'intégrité de l'amidon et l'aptitude à la fermentation, un temps court traduit la transformation de l'amidon en sucres à la suite du début de la germination du grain.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
 - dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures
- Et aussi dans les publications Agreste :
- « Hausse de la sole de blé tendre et de blé dur, baisse de la sole de pommes de terre et de betteraves », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 2/10, avril 2015
 - « Semis d'hiver : blé tendre et blé dur s'étendent », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 1/10, février 2015
 - « Semis d'hiver : progression pour les céréales à paille, légère baisse pour le colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 10/10, décembre 2014
 - « Céréales et oléagineux : les cours se redressent en fin d'année », Synthèses Céréales et Oléagineux n° 2015/257, janvier 2015
 - « Blé tendre : le niveau élevé de la récolte tire les prix vers le bas », Synthèses Céréales et Oléagineux n° 2014/249, octobre 2014

[Retour éditorial](#)

Les cours mondiaux et européens du sucre continuent de baisser

Pour la campagne 2014/2015, la production française de sucre augmente par rapport à la campagne précédente. Les exportations françaises de sucre progressent également, notamment vers l'Union européenne. Depuis le milieu de la campagne 2012/2013, les prix du sucre du quota diminuent, du fait notamment de la hausse des stocks européens. Les cours mondiaux du sucre suivent la même tendance. La dépréciation importante de l'euro face au dollar depuis le début 2015 permet, toutefois, aux cours du sucre exprimés en euros de se stabiliser.

Pour la campagne 2014/2015, la production française de sucre de betterave s'élève à 5,1 Mt, dont 2,9 Mt au titre du quota, 1,7 Mt hors quota et 0,5 Mt au titre du travail à façon pour les Dom et certains pays de l'Union européenne (UE). La production française de sucre de betterave augmente ainsi de 13 % par rapport à la campagne 2013/2014. La France demeure le premier producteur de sucre de l'UE.

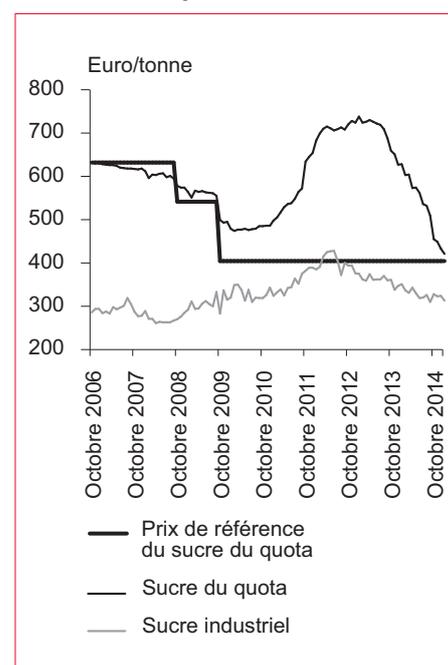
La production européenne de sucre – y compris de sucre pour la production d'éthanol et pour les industries chimiques et pharmaceutiques – augmente de 12 % pour la campagne 2014/2015. Exprimée en sucre blanc, elle atteint 19,7 millions de tonnes en 2014/2015, contre 17,5 Mt en 2013/2014. La production profite de la hausse des surfaces européennes emblavées en betterave, et surtout de la progression des rendements (12,2 tonnes de sucre

par hectare emblavé en betterave contre 11,35 t/ha pour la moyenne des cinq dernières campagnes).

Baisse des prix européens du sucre du quota et hors quota

D'abord marqué par une baisse programmée dans le cadre de la réforme de l'Organisation commune des marchés entre 2006 et 2010, le prix du sucre du quota, établi par l'Observatoire des prix de l'UE, a fortement augmenté avant de se stabiliser à partir de la fin de campagne 2011/2012 et jusqu'en avril 2013. Depuis, le prix du sucre du quota n'a cessé de diminuer. La baisse s'est accentuée au cours de la campagne 2013/2014 et s'est poursuivie sur les premiers mois de la campagne 2014/2015. Le prix du sucre du quota est ainsi passé de 730 €/t en avril 2013 à 421 €/t en janvier 2015. Les

Les prix du sucre du quota diminuent depuis avril 2013



Source : FranceAgriMer d'après la Commission européenne

prix du début de campagne 2014/2015 reflètent en majorité les transactions contractualisées pendant la campagne 2013/2014, au cours de laquelle les stocks européens de sucre étaient importants.

Les prix du sucre hors quota baissent depuis juin 2012 : ils sont passés de 428 à 313 €/t en janvier 2015. Cette baisse marque une rupture avec la tendance haussière observée depuis la seconde moitié de l'année 2008, en relation avec les cours mondiaux.

Hausse attendue des exportations de sucre vers l'UE pour la campagne 2014/2015

Pour la campagne 2013/2014, les exportations françaises de sucre sont restées relativement stables par rapport à la campagne précédente (+ 1,1 % par rapport à la campagne 2012/2013). Les exportations de sucre ont légèrement diminué vers les pays de l'UE (- 1,7 %) mais ont progressé vers les pays tiers (+ 29 %), ces derniers restant des destinations minoritaires. Sur les cinq premiers mois de la campagne 2014/2015, les quantités exportées de sucre augmentent fortement par rapport à la même période de la campagne précédente (+ 21 %). Néanmoins avec la baisse des prix du sucre du quota et hors quota, la valeur en euros des exportations diminue (- 7 %). Selon FranceAgriMer, sur l'ensemble de la campagne 2014/2015, les quantités exportées de sucre par la France devraient fortement augmenter (+ 13 %), principalement pour satisfaire les besoins d'approvisionnement en sucre d'autres pays de l'Union européenne.

Une campagne betteravière 2013/2014 dans la moyenne des cinq dernières campagnes

En France, les surfaces emblavées en betterave, du quota et hors quota, se sont étendues, en 2014, sur 407 000 hectares, en légère hausse par rapport à 2013 (+ 3,3 %) et à la moyenne des cinq campagnes précédentes (+ 5,6 %). Les rendements de betterave à 16° (93 t/ha) sont en nette hausse par rapport à la campagne précédente (+ 9 %) et à la moyenne des cinq campagnes précédentes

(+ 4,6 %). Ainsi, la production 2014/2015 de betterave est en forte progression par rapport à la campagne 2013/2014 (+ 13 %) et à la moyenne des cinq dernières campagnes (+ 10 %), atteignant 37,9 millions de tonnes. En 2015, les surfaces emblavées en betterave devraient diminuer, compte tenu des stocks importants de sucre.

Selon la Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB), pour la campagne 2013/2014, près des trois quarts des betteraves étaient destinées à la production de sucre, 20 % à la production d'alcool/éthanol et 6 % à des produits à usages non alimentaires.

Baisse des prix de la betterave pour la campagne 2013/2014

La fixation des prix de la betterave payés par les usines aux producteurs dépend directement du produit final et de son statut réglementaire. Le prix de la betterave destinée à la production de sucre du quota – soit 61 % des betteraves pour la campagne 2013/2014 – est soumis à règlement : un prix minimum est assuré (25,4 €/t net de la taxe à la production), auquel il faut rajouter un supplément de prix qui dépend du prix du sucre sortie usine. Ainsi, pour la campagne 2012/2013, le supplément de prix moyen s'est établi à 13,9 €/t, en nette hausse par rapport

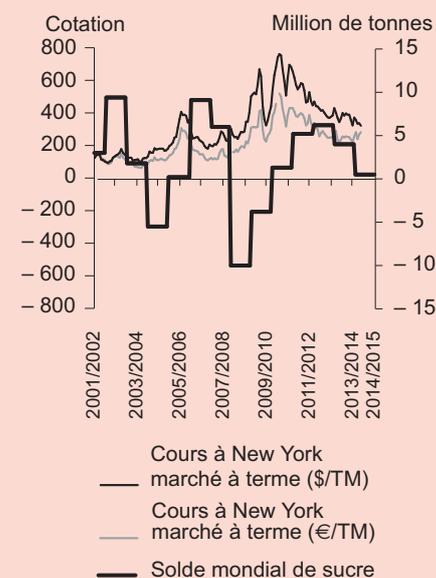
Marché mondial : la baisse des cours du sucre continue

Après quatre campagnes largement excédentaires au niveau mondial, celle de 2014/2015 ne serait plus que légèrement excédentaire (+ 0,6 Mt), d'après l'International sugar organization (Iso). La production mondiale de sucre s'établirait à 172,1 Mt, soit une hausse de 1,1 Mt par rapport à la campagne record 2013/2014. Cette hausse de la production de sucre est liée à celle de sucre de betterave qui progresserait notamment dans l'Union européenne et en Ukraine. La consommation mondiale devrait augmenter de 1,8 %, soit plus que la production (+ 0,6 %).

Après trois mauvaises campagnes, ces quatre campagnes excédentaires consécutives ont permis aux stocks mondiaux de se reconstituer et aux cours mondiaux de se détendre. Ainsi, après avoir atteint un niveau élevé en janvier 2012, les cours mondiaux ont suivi une tendance baissière. Néanmoins, avec la dépréciation importante de l'euro face au dollar depuis le début 2015, les

cours du sucre exprimés en euros se stabilisent, voire augmentent légèrement.

Après plusieurs campagnes excédentaires, les cours mondiaux du sucre diminuent



Sources : Iso, FranceAgriMer, La Dépêche

à la campagne précédente où le supplément était de 11,11 €/t. Pour la campagne 2013/2014, le supplément devrait être nettement inférieur à la campagne précédente, du fait de la baisse importante des prix du sucre du quota. Les prix des betteraves pour la production de sucre hors quota destiné à l'exportation ou d'alcool/éthanol et autres produits ne sont pas soumis à règlement et reflètent donc plus les

évolutions des prix internationaux. Par ailleurs, les planteurs de betterave ont droit à la restitution gratuite de la pulpe de betterave – coproduit issu de l'extraction du jus sucré de la betterave. La pulpe sert quasi-intégralement à l'alimentation animale. Le producteur de betterave peut soit l'utiliser directement pour son exploitation, soit la vendre, généralement après avoir été déshydratée ou surpressée. Ainsi,

selon la CGB, pour la campagne 2013/2014, 1,6 million de tonnes de matière sèche de pulpe de betterave ont été produites, soit une baisse de 2,5 % par rapport à la campagne précédente. Les cours de la pulpe déshydratée sont restés à un niveau assez élevé pour atteindre en moyenne 185 €/t en 2013/2014, contre 190 €/t en 2012/2013 et 165 €/t en 2011/2012.

Sources

- International Sugar Organization (Iso), pour les données sur la production et la consommation mondiale
- FranceAgriMer, pour les données sur la production européenne et française de sucre
- La Dépêche/Le Petit Meunier, pour les cours du sucre

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Durant la première partie de campagne 2013/2014, la baisse des prix du sucre se poursuit », Synthèses Grandes cultures - Betterave n° 2014/242, juin 2014
- « Baisse de la production française de sucre pour la campagne 2012/2013 », Synthèses Grandes cultures - Betterave n° 2013/206, avril 2013
- « Cours du sucre toujours élevés malgré le retour à l'excédent de la production mondiale », Synthèses Grandes cultures - Betterave n° 2012/178, juin 2012
- « Cours du sucre toujours élevés malgré le retour à l'excédent de la production mondiale », Synthèses Grandes cultures - Betterave n° 2011/140, mars 2011
- « Déficit du bilan mondial et spéculations font pression sur les cours », Synthèses Grandes cultures - Betterave n° 2010/109, avril 2010
- « Le bilan sucrier mondial 2008/2009 s'annonce déficitaire », Synthèses Grandes cultures - Betterave n° 2009/73, juin 2009

Les dernières publications FranceAgriMer parues sur le thème sont :

- « Bulletin n° 527 », mars 2015
- « Le marché du sucre n° 26 », janvier 2015

L'organisation commune des marchés du sucre et sa réforme de 2006

1 - L'organisation commune des marchés (OCM)

L'organisation du marché du sucre est fondée sur le système des quotas de production (13,5 Mt depuis l'adhésion de la Croatie et 0,7 Mt d'isoglucose répartis entre 20 États membres), un prix minimum de la betterave pour la production de sucre sous quota et une protection douanière très élevée aux frontières. La consommation alimentaire communautaire (16 Mt) est toutefois aussi couverte par les importations de sucre à droit réduit.

Cette OCM prévoit en outre des mécanismes de régulation spécifiques au marché du sucre :

- le report, qui autorise chaque fabricant à comptabiliser une partie de sa production hors quota comme production sous quota de la campagne suivante ;

- le retrait, qui autorise la Commission à reporter une partie de la production sous quota sur la campagne suivante ;

- les restitutions à la production, accordées en cas d'indisponibilité du sucre excédentaire sur le marché UE au prix du sucre mondial ; le pouvoir conféré à la Commission européenne d'adopter toute mesure de gestion temporaire de marché en cas de difficultés d'approvisionnement du marché de l'UE.

Le marché du sucre bénéficie également d'un système d'intervention et de restitutions à l'exportation :

- stockage privé en deçà du prix de référence (404,4 €/t pour le sucre blanc et 335,2 €/t pour le sucre brut) ;

- restitutions aux exportations mises à zéro dans le secteur du sucre depuis le 1^{er} octobre 2009.

Parallèlement, la profession est soumise à une taxe à la production (12 €/t de quota de sucre et 6 €/t de quota d'isoglucose).

Enfin, le règlement communautaire prévoit l'existence d'accords inter-professionnels encadrant les relations entre fabricants de sucre et planteurs.

2 - La réforme de 2006

L'organisation commune des marchés (OCM) du sucre a été réformée en 2006. L'organisation qui prévalait alors faisait face à différentes critiques : les pays tiers l'accusaient de concurrence déloyale et de protectionnisme et ont attaqué ce régime à l'OMC. De plus, la Commission avait la volonté d'ouvrir le marché européen aux importations en provenance des pays ACP/PMA. Pour répondre à ces critiques et à la décision de 2004 de l'organe de règlement des différends de l'OMC, l'UE a pris des mesures visant à réformer l'OCM mise en place en 2001 et à réduire la production sous quota de 6 Mt.

La première est la création d'un prix de référence remplaçant le prix d'intervention qui ouvre une aide au stockage privé lorsque le prix du marché passe en dessous de celui de référence ainsi que le déclenchement du mécanisme d'intervention qui consiste à racheter du sucre du quota à 80 % du prix de référence sous condition de quantité maximale et garantit un prix minimum pour la betterave sous quota (mais pas pour le sucre). Le stockage privé n'a, à ce jour, jamais été mis en œuvre. Par ailleurs, ces prix sont plus bas que les prix avant la réforme. De plus, les quotas de sucre A (sucre destiné à la vente sur le marché communautaire) et de sucre B (sucre destiné à l'exportation subventionnée aux pays tiers) sont fusionnés. Outre le stockage privé et le mécanisme d'intervention, lorsque la production dépasse le quota, il est possible de reporter la vente de cette

production sur la campagne suivante pour éviter que les prix baissent en dessous des prix de référence.

Les sucres du quota sont destinés à la consommation communautaire, ceux hors quota aux utilisations industrielles ainsi qu'à l'exportation.

Dans le cadre des échanges avec les pays tiers, l'UE peut exporter dans la limite du plafond de 1,37 Mt. Pour les importations, le régime en faveur des pays les moins avancés (PMA) est maintenu et lui sont étendus les prix garantis ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Par ailleurs, afin de remédier à des perturbations du marché, la Commission pourra prendre des mesures d'ouverture ou de restrictions des importations, ainsi que d'ouverture à la vente sur le marché communautaire de sucre hors quota. Enfin, un fonds de restructuration a été créé pour financer le démantèlement de sucreries entre 2006 et 2008. Abondé par une taxe prélevée sur le sucre et l'isoglucose du quota, ce fonds a conduit la filière à abandonner près de 5,8 Mt de sucre sous quota, engendrant la fermeture de près de 73 usines. Depuis, l'UE est passée du statut d'exportateur net au statut d'importateur net. Sa consommation alimentaire est couverte par la production communautaire (82 %) et les importations (18 %).

3 - Suppression du régime des quotas en 2017/2018 et changement d'OCM en 2013

Dans le cadre de la réforme de la PAC, le conseil des Ministres de l'agriculture a décidé la fin du régime des quotas, du prix garanti payé aux producteurs de betteraves et de la limitation des exportations à partir de la campagne 2017/2018. Néanmoins, le dispositif de contractualisation entre les producteurs de betterave et ceux de sucre perdurera. Par ailleurs, l'OCM est modifiée à partir de 2014 : le système d'intervention est supprimé, les mécanismes déclenchant les aides au stockage privé ne sont plus automatiques et une taxe à la production est instaurée comme appui à la filière.

Prix de référence en €/t	Campagne 2008/2009	Campagne 2009/2010	Campagne 2010/2011 et suivantes
Sucre blanc	541,50	404,40	404,40
Sucre brut	448,80	335,20	335,20
Betterave sous quota	27,83	26,29	26,29

Source : Commission européenne

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Fruits

Synthèses avril n° 2015/265

[Retour éditorial](#)

Une offre européenne abondante de pommes pénalise les exportations françaises et tire les cours des pommes à la baisse

Le début de campagne de commercialisation 2014/2015 de la pomme s'inscrit sur fond de baisse des exportations à destination de l'Europe. Ce recul provient principalement d'une diminution de la demande dans les principaux pays européens producteurs de pomme, à la suite de récoltes abondantes. Les prix de la pomme française, assez bas en début de campagne, ne parviennent pas à remonter. L'indicateur de chiffre d'affaires national recule sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Pour la campagne 2014/2015, la production française est en retrait comparée à celle de 2013/2014 et à la moyenne des cinq dernières campagnes

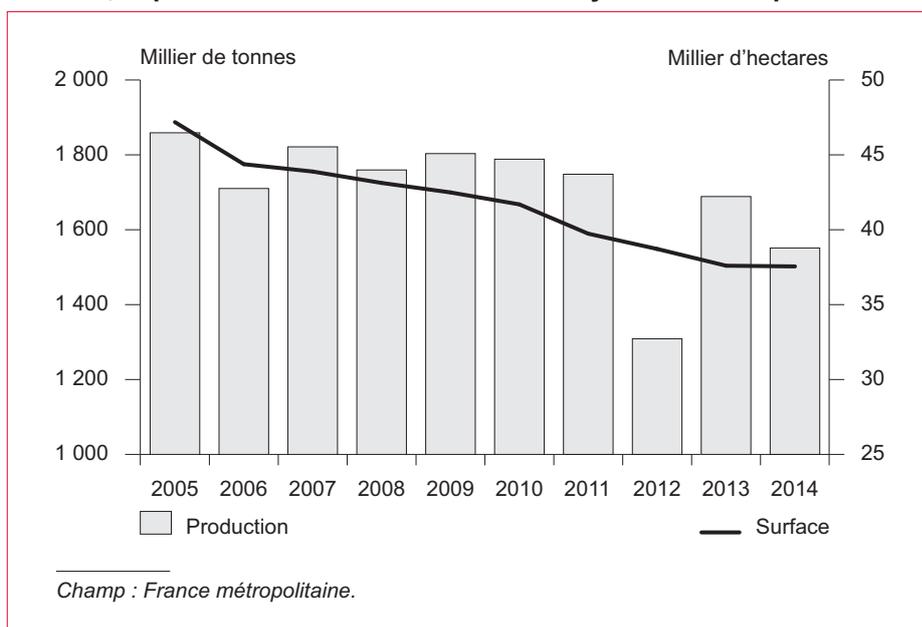
Après le retour à des niveaux moyens de récolte lors de la campagne 2013/2014, la production française de pommes en 2014/2015 reculerait de 8 % sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières années. La production de pommes dans le Sud-Ouest a souffert de conditions climatiques défavorables à la floraison (précipitations et fraîcheur). De plus, dans les régions de l'Ouest, les dernières campagnes ont été marquées par une succession de productions importantes et de productions plus faibles, notamment en variété Golden.

Au niveau européen, les dernières estimations 2014 de Prognosfruit, disponibles en août 2014, annonçaient une récolte européenne de pommes supérieure de 9 % à la récolte 2013 et de

13 % comparée à la moyenne 2009/2013. La Pologne, principal fournisseur européen du marché russe,

devrait voir sa production augmenter de 12 % sur un an et de 36 % par rapport à la moyenne quinquennale.

En 2014, la production a été inférieure à la moyenne sur cinq ans



Source : Agreste

Sur les sept premiers mois de la campagne 2014/2015, les exportations de pomme française vers l'Europe sont inférieures au niveau moyen

Après leur rebond lors de la campagne 2013/2014, succédant à une chute en 2012/2013, à la suite d'une faible récolte, les exportations françaises de pomme ont reculé sur les sept premiers mois de campagne de 2014/2015 (- 7 % sur un an et - 6 % par rapport à la moyenne sur les cinq dernières campagnes). Cette baisse varie selon le mois et la destination. Vers l'Europe, les ventes reculent sur un an à partir du mois de septembre 2014 alors que vers les pays tiers, elles fléchissent deux mois plus tard. Sur l'ensemble des sept premiers mois de la campagne, entre août 2014 et février 2015, les exportations diminuent sensiblement sur un an vers l'Europe (- 15 %) mais progressent vers les pays tiers (+ 7 %). Parmi nos partenaires européens les plus importants, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont particulièrement réduit leurs achats de pomme sur les sept premiers mois de campagne (respectivement - 38 %, - 31 % et - 8 %). Ces trois pays ont bénéficié de récoltes locales abondantes en 2014 (respectivement + 29 %, + 11 % et + 10 % sur un an, selon Prognosfruit), qui peuvent expliquer le repli conjoncturel des exportations françaises vers ces pays. À ce stade de la campagne, les exportations polonaises, pénalisées par l'embargo russe

– la Pologne représente 85 % des exportations européennes de pomme vers la Russie – ne se sont pas réorientées vers ces pays. Toutefois, les exportations de pomme polonaise vers la Russie étant concentrées de janvier à mai, la fin de campagne de la commercialisation de la pomme française pourrait encore être perturbée.

À l'inverse, les exportations françaises continuent leur croissance vers certains pays tiers, notamment en Asie. À destination de la Chine, elles ont doublé sur un an. Leur croissance atteint + 31 % vers Hong Kong et + 63 % vers Singapour. Le total des ventes à destination de ces trois pays a triplé en 5 ans et représente peu à peu une part significative de l'ensemble des exportations françaises (près de 4 %). Les exportations vers l'Algérie, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis progressent de respectivement 13 %, 28 % et 23 % sur un an. À eux trois, ces pays représentent 24 % du total des exportations françaises. En raison de l'embargo, les exportations françaises vers la Russie ont été nulles. Elles représentaient 3 % des exportations totales lors de la campagne précédente.

Sur les sept premiers mois de la campagne 2014/2015, l'excédent du solde commercial est en légère baisse sur un an

En parallèle, les importations en provenance de l'Union européenne se replient par rapport à la campagne

précédente (- 29 %). La baisse des importations sur un an concerne surtout les pays européens : Pays-Bas (- 69 %), Espagne (- 43 %) et Pologne (- 24 %). À ce stade, les évolutions des importations des pays tiers ne sont pas significatives, puisque la période principale de commercialisation ne débute qu'en avril. Toutefois, l'augmentation prévue de la récolte dans l'hémisphère Sud (+ 5 % comparé à 2014) pourrait perturber la fin de la campagne de commercialisation française.

Le solde commercial, excédentaire de 331 891 tonnes, se dégrade légèrement en 2014 sur un an (- 1 %) et un peu plus par rapport à la moyenne des cinq dernières années (- 4 %). La valeur des exportations sur les sept premiers mois de campagne baisse sur un an (- 8 %).

Les cours assez bas en début de campagne ne parviennent pas à rebondir

En fin de campagne précédente, en juin 2014, les cours, mesurés par l'indice des prix à la production agricole, avaient été nettement en dessous de la moyenne sur 5 ans à la même époque (- 16 %). Cette baisse s'expliquait par la présence de stocks importants de Golden de l'ancienne récolte. Au début de la nouvelle campagne, en septembre 2014, la concurrence des fruits d'été hexagonaux a limité les ventes. Les départs vers le grand export ont bien eu lieu mais à des cours régulièrement plus bas que ceux des années passées. En octobre, ce sont à la fois les foires aux pommes et le grand export qui ont permis de soutenir les volumes de vente. Globalement, les sorties ont augmenté de 37 %, comparées à celles relevées à la même époque en 2013 mais les cours d'octobre se sont situés 12 % en dessous des prix moyens sur cinq ans. En janvier, le marché a été mieux orienté vers le grand export, notamment en Gala et Granny, que vers le marché européen, où la concurrence italienne était vive en Golden. Les cours, toutes variétés confondues, sont, toutefois, demeurés inférieurs de 6 % à la moyenne des prix 2010-2014. En février, la fin de campagne a approché pour la Gala et le marché européen est resté peu dynamique

Les exportations françaises en baisse vers l'Europe sur les sept premiers mois de la campagne 2014-2015

	Août 2014 - février 2015 (en tonne)	n/n - 1 (en %)	n/moyenne sur cinq ans (en %)
Importations	77 282	- 28	- 15
En provenance de l'UE	62 268	- 29	- 20
En provenance des pays tiers ⁽¹⁾	15 014	- 22	+ 10
Exportations	409 173	- 7	- 6
Vers l'UE	246 740	- 15	- 15
Vers les pays tiers ⁽²⁾	162 434	+ 7	+ 13
Solde	331 891	- 1	- 4
Avec l'UE	184 472	- 9	- 14
Avec les pays tiers	147 419	+ 12	+ 13

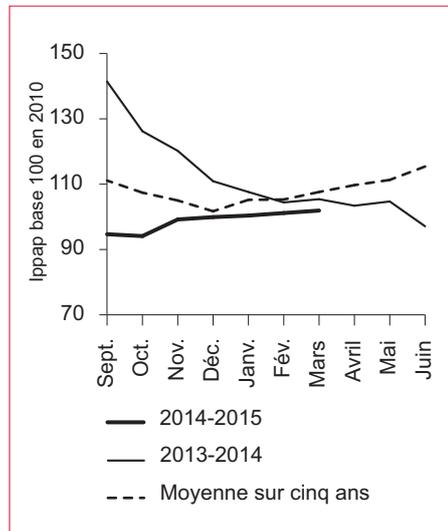
(1) Dont les principaux partenaires : Chili, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande.

(2) Dont les principaux partenaires : Algérie, Émirats arabes unis, Arabie saoudite, Russie.

Source : Douanes

à l'exportation. Les sorties de la plupart des variétés, notamment Golden, ont été fluides, favorisées par l'épisode

Campagne de pommes 2014/2015 : les prix se maintiennent à un niveau bas

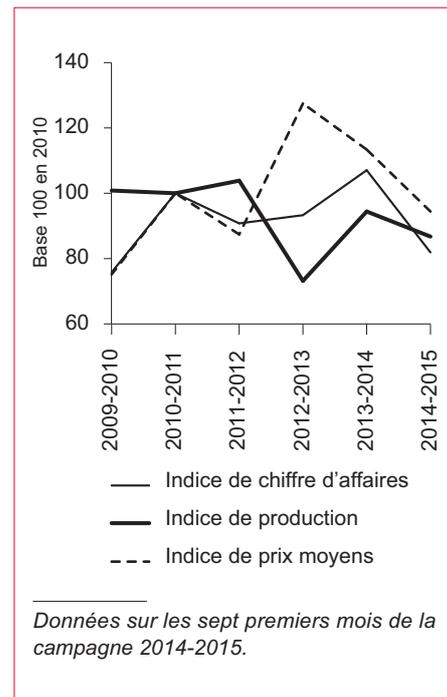


Source : Agreste

de froid. Cependant, les cours ont affiché des niveaux légèrement inférieurs à la moyenne 2010-2014 (- 4 %). En mars, la commercialisation de la Golden est toujours difficile, notamment pour les lots les moins colorés. Les cours de mars restent en moyenne inférieurs de 5 % à la moyenne 2010-2014, malgré des hausses ponctuelles en fin de mois.

Sur les sept premiers mois de campagne, de septembre 2014 à mars 2015, l'indice de chiffre d'affaires national recule de 23 % sur un an et de 12 % comparé à la moyenne 2010-2014. Les régions Aquitaine, PACA et Midi-Pyrénées enregistrent les plus fortes baisses du chiffre d'affaires (respectivement - 41 %, - 30 % et - 21 % sur un an). L'Aquitaine est particulièrement affectée par la chute sur un an de la récolte de pommes alors que PACA et Midi-Pyrénées le sont plutôt par la baisse des prix.

L'indice de chiffre d'affaires national recule sur un an



Données sur les sept premiers mois de la campagne 2014-2015.

Source : Agreste

Sources et définitions

- DGDDI (Douanes) : données du commerce extérieur
- Enquête de Conjoncture Fruitière du SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistiques agricoles annuelles du SSP : données historiques de productions et surfaces
- Prognosfruit : prévisions de productions européennes

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Marché difficile en octobre », Infos rapides Fruits - Pomme n° 6/6, novembre 2014
- « Stocks de pommes et poires : fin février, le déstockage en poires est bien avancé », Infos rapides Stocks de pommes et de poires n° 6/10, mars 2015
- « Cours peu soutenus pour les fruits d'été », Synthèses Fruits n° 2014/251, octobre 2014.
- « Après deux campagnes de prix soutenus, les cours des pommes refluent », Synthèses Fruits n° 2014/241, juin 2014

Retour éditorial

En 2014, le volume de la production des IAA a légèrement progressé

En 2014, la production des industries alimentaires et boissons (IAA) a légèrement progressé par rapport à 2013, après un recul les deux années précédentes. La hausse de la production des boissons a fortement contribué à celle de la production totale. L'excédent commercial des IAA a fléchi sur un an, en raison d'une aggravation du déficit commercial des viandes et produits à base de viandes et du recul des excédents commerciaux concernant les autres produits alimentaires et les boissons. Le chiffre d'affaires a prolongé sa hausse mais à un rythme moins soutenu, à la suite du repli des prix des matières premières céréalières et oléagineuses et des prix des produits alimentaires.

La production totale des IAA a légèrement augmenté

En 2014, la production en volume des industries alimentaires et boissons (IAA) a légèrement progressé par rapport à 2013 (+ 0,5 %), après avoir reculé en 2012 et 2013. La production des industries alimentaires a été stable (- 0,1 %).

La hausse de la production de certains produits alimentaires...

Les *produits laitiers*, représentant 22 % de l'ensemble de la production des IAA, ont prolongé leur croissance en 2014, mais de manière moins vive qu'en 2013. En effet, lors du dernier trimestre 2014 (+ 0,8 %), dans un contexte moins favorable, la produc-

tion des *produits laitiers* a diminué. La production des produits de la *boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* a progressé de 1,9 % en 2014, après à un recul de 3,3 % en 2013. Après deux années en retrait, l'offre des produits à base de *fruits et légumes* s'est accrue en 2014 (+ 1 %). Cette hausse est le fait de la production des *préparations et conserves de légumes* qui ont bénéficié de conditions climatiques favorables à la production des légumes. La production des *huiles et graisses végétales et animales* a aussi augmenté en 2014 (+ 8 %), portée par la progression de la production d'*huiles raffinées* (+ 18 %) et d'*huiles brutes* (+ 4 %). La hausse de la récolte française de colza lors de la campagne 2014/2015 a permis de maintenir le niveau de l'activité de tri-

turation et, donc, de la production d'*huiles*. Les fabrications de produits du *travail des grains et produits amylicés* ont très légèrement augmenté (+ 0,3 % entre 2013 et 2014).

... a contrebalancé le recul de la production d'autres produits

Les produits alimentaires en repli en 2014 l'étaient déjà en 2013. La production de *viandes et produits à base de viandes*, représentant 31 % du poste, a ainsi poursuivi son recul (- 0,4 % entre 2013 et 2014), mais à un rythme moins soutenu que les années précédentes. Elle est même repartie à la hausse au 4^e trimestre 2014. Cette baisse faisait suite à une diminution des abattages de poulets, liée à la suppression des restitutions à l'exportation,

intervenue à partir de juillet 2013. La production des « autres produits alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.) a reculé de 2 % entre 2013 et 2014, limitant la hausse de la production totale des IAA. L'augmentation de la fabrication du cacao, du chocolat et des produits de confiserie (+ 8 %) n'a pu compenser la baisse de la production des produits pesant le plus dans ce poste, tels que les plats préparés, les aliments adaptés à l'enfant et diététiques et les autres produits alimentaires non classés ailleurs (desserts lactés de conserve, desserts et entremets à préparer, poudres et concentrés pour la fabrication de boissons...). La production de sucre, quant à elle, a accru son retrait (- 3,9 %). En 2014, la production des aliments pour animaux a légèrement reculé, sous l'effet de la baisse des fabrications des aliments pour animaux de ferme qui représentent la quasi-totalité du poste. La demande a été limitée par une importante récolte fourragère durant l'été 2014 et le recul des productions hors-sol. La fabrication des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche a diminué, contribuant également à freiner la hausse de la production de l'ensemble des IAA.

La production totale des IAA portée par les boissons

La production des boissons, hors vins, s'est accrue de 3,7 % entre 2013 et 2014, contribuant fortement à la hausse de la production totale des IAA. L'un des facteurs de cette croissance a été la forte progression de la production de boissons rafraîchissantes (+ 8 %). Le climat doux, en particulier au printemps, ainsi qu'un effet « Coupe du monde de football » ont encouragé la consommation de ce type de boissons. Un autre facteur explicatif a été la reprise de la production de bière (+ 16 % en 2014), après une année 2013 particulièrement difficile (- 7 % en 2013). En effet, cette année là, la fabrication avait chuté dès le 1^{er} semestre 2013, à la suite de la hausse des droits d'accises, intervenue au 1^{er} janvier et anticipée par la production fin 2012. Les autres principaux secteurs des boissons ont évolué de façon contrastée.

L'excédent commercial des IAA a diminué en 2014

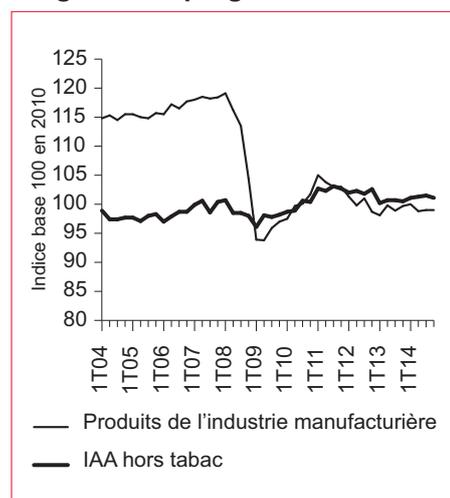
En 2014, l'excédent commercial des IAA, en valeur, s'est réduit par rapport à 2013 même s'il a été marqué par une

reprise au 4^e trimestre 2014 (+ 1 % par rapport au 4^e trimestre 2013). Il est retombé 7,8 milliards d'euros, après avoir atteint 8,3 milliards en 2013, soit un recul de 6 %. La réduction de l'excédent en 2014 s'explique par une croissance des importations (+ 1 %) et une baisse des exportations (- 1 %). Toutefois, le montant de l'excédent commercial est supérieur au niveau élevé, atteint en 2008, juste avant la crise économique.

La détérioration du solde des échanges des IAA provient d'abord de l'aggravation des déficits commerciaux des viandes et produits à base de viandes, des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche et des produits de préparations et conserves de légumes. En effet, les exportations de viandes de volailles se sont beaucoup réduites depuis le début de l'année 2014, notamment celles de viandes de poulet à destination du Moyen-Orient, à la suite de la suppression des restitutions à l'exportation.

La réduction de l'excédent commercial des « autres produits alimentaires » a également participé à la dégradation du solde global des échanges des IAA (- 40 % entre 2013 et 2014). Ce recul

En 2014, la production des IAA a légèrement progressé sur un an

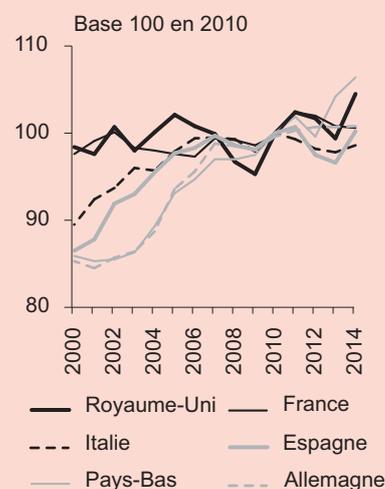


Sources : Insee et Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS et CJO

En 2014, la production des IAA a augmenté dans la plupart des principaux pays européens. Cette hausse avait été amorcée en 2013, alors que la production stagnait depuis la crise économique, survenue fin 2008.

La production a été très dynamique au Royaume-Uni et aux Pays-Bas (respectivement + 5,1 % et + 2,1 % entre 2013 et 2014) ainsi qu'en Espagne et en Italie. En France, la production des IAA, atone avant la crise de 2008, n'a pas subi de contre-coup ensuite. Elle a même affiché une très légère hausse jusqu'en 2012. Depuis, elle a de nouveau tendance à stagner.

Évolution de la production européenne des IAA, hors boissons et tabac



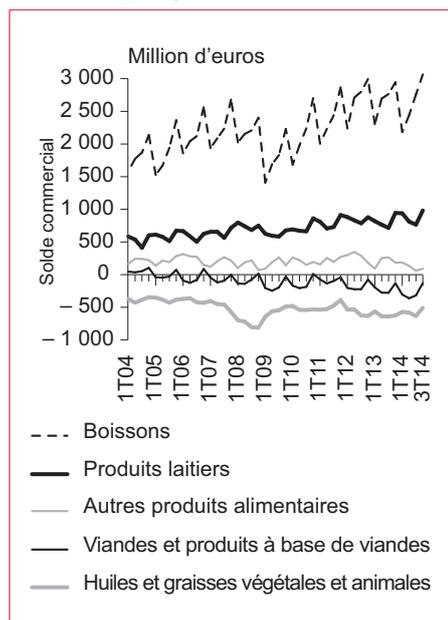
Source : Eurostat

s'explique notamment par la baisse du montant des exportations de sucre, à la suite de la chute des cours du sucre. L'excédent commercial des produits du *travail des grains et produits amylicés* s'est également détérioré.

L'excédent des *boissons* a diminué (+ 2,5 % entre 2013 et 2014), tout en se maintenant à un niveau élevé. Au 4^e trimestre 2014, il a même augmenté. Les exportations de vins se sont repliées (- 5 % entre 2013 et 2014). Cependant, cette baisse survient à la suite de la hausse importante des exportations de vins entre 2010 et 2012 (+ 24 %). Les exportations de boissons alcooliques distillées, à destination, principalement, des pays tiers, se sont également rétractées de 5 %. Par ailleurs, les exportations de *champagne et mousseux* ont encore progressé (+ 8 % entre 2013 et 2014).

En revanche, le déficit commercial des *huiles et graisses végétales et animales* s'est réduit en 2014. Les importations ont diminué de 8 %, en lien avec une forte croissance de la production. Le déficit de la *boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* s'est également réduit, grâce à des exportations en progression. L'excédent commercial des produits *laitiers et aliments pour animaux* a continué de croître, sous l'effet des exportations (+ 6 % entre 2013 et 2014).

L'excédent commercial des produits laitiers a progressé en 2014



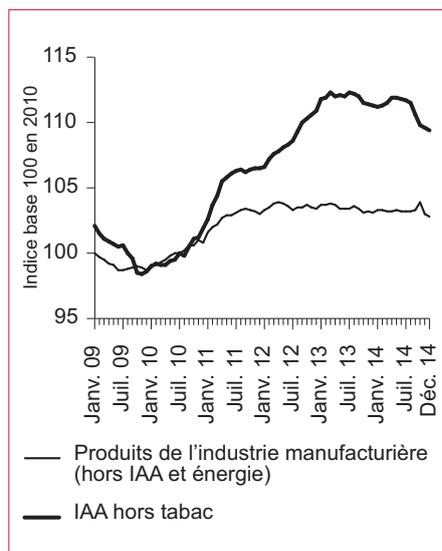
Le prix des IAA a été en retrait en 2014

En 2014, les prix des IAA ont fléchi de 0,8 % par rapport à 2013, après plusieurs années de progression. Cette baisse, amorcée au début de l'année 2014, s'est accélérée en fin d'année. L'évolution des prix a été, toutefois, contrastée selon les produits.

En 2014, dans le sillage des cours des céréales et oléagineux, les prix des *huiles et graisses végétales et animales, aliments pour animaux et des produits du travail des grains et produits amylicés* ont chuté par rapport à ceux de 2013. Les prix des *viandes et produits à base de viandes* et des « *autres produits alimentaires* » ont également diminué sur les mêmes périodes.

Les prix des produits de la *boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* sont restés stables ainsi que ceux des *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche*. S'agissant des *produits à base de fruits et légumes*, les prix ont poursuivi leur hausse mais à un rythme moins soutenu. Grâce à une demande mondiale soutenue, les prix des *produits laitiers* ont, de nouveau, été tirés à la hausse en 2014. Toutefois, lors du dernier trimestre 2014, les prix du *beurre, de lait en poudre entier et de lait en poudre écrémé* ont décroché, dans un

Les prix des IAA ont été en retrait en 2014



contexte d'offre supérieure à la demande.

Le prix des *boissons* a continué d'augmenter en 2014 (+ 3,2 % par rapport à 2013). Ils se sont nettement renchérissés au 1^{er} trimestre 2014 pour les bières. Aux 2^e et 3^e trimestres, c'est le prix des vins qui a dopé cette hausse. Les cours des vins se sont situés à un niveau supérieur à ceux des années passées.

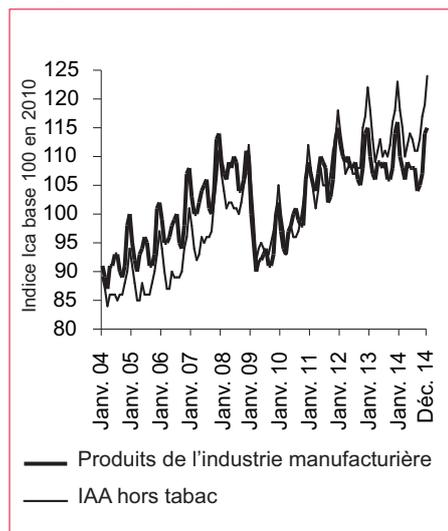
Le chiffre d'affaires des IAA a été en légère hausse en 2014

La croissance du chiffre d'affaires des IAA a ralenti en 2014 (+ 0,9 % entre 2013 et 2014 contre + 2,3 % entre 2012 et 2013). C'est essentiellement le fait du recul des prix des produits des industries alimentaires. Toutefois, depuis la contraction en 2009, provoquée par la baisse simultanée de la production et des prix, le chiffre d'affaires des IAA n'a cessé de progresser. Depuis 2012, il dépasse le niveau record atteint en 2008, dans le contexte de la précédente flambée des prix.

En 2014, les chiffres d'affaires des *huiles et graisses végétales et animales, aliments pour animaux et des produits du travail des grains et produits amylicés* se sont fortement réduits par rapport à 2013, en raison du recul des cours des céréales et des oléagineux. Les chiffres d'affaires des *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche et des viandes et produits à base de viandes*, sont restés plutôt stables entre 2013 et 2014.

Parmi les chiffres d'affaires en progression, ceux des produits de la *boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* et des *produits à base de fruits et légumes* se sont accrus, en lien avec une production en hausse. Le chiffre d'affaires des « *autres produits alimentaires* » a également progressé (+ 0,7 % entre 2013 et 2014) mais à un rythme moins soutenu. Celui des *produits laitiers* a fortement augmenté (+ 4,4 %), dopé, principalement, par des prix élevés. Quant au chiffre d'affaires des *boissons*, + 2,9 % entre 2013 et 2014, il a bénéficié d'une hausse à la fois des prix et de la production.

Le chiffre d'affaires des IAA a légèrement progressé en 2014

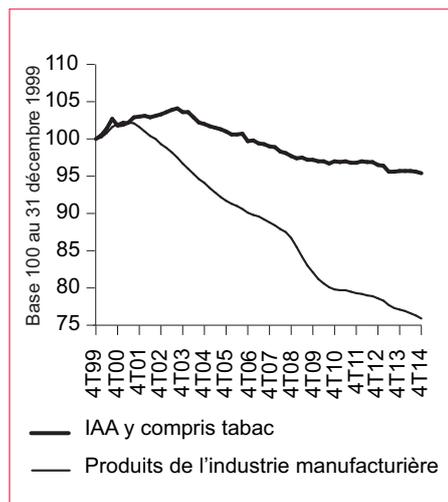


Source : Insee - moyenne mobile sur trois mois de l'indice brut de chiffres d'affaires, marché intérieur et exportations

Légère progression de la consommation des ménages en 2014

La consommation des IAA s'est légèrement accrue entre 2013 et 2014. D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee pour 2014, les volumes de produits alimentaires, boissons et tabac consommés par les ménages ont légèrement augmenté. Concernant plus particulièrement les produits bruts de l'agriculture et de la pêche – fruits et légumes, poissons frais, etc. – la consommation de 2014 s'est également située au-dessus de

En 2014, l'emploi salarié dans les IAA a été stable



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

celle de 2013, favorisée par des prix plus bas.

D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, en 2014, les volumes de viande de boucherie achetés par les ménages pour la consommation à domicile ont été légèrement inférieurs à ceux de 2013. La consommation de viande de porc (y compris jambon et autres charcuteries) a été stable. Les achats de viandes de volailles, notamment de dindes, se sont, en revanche, réduits.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les produits laitiers en grande surface, la consommation à domicile en volume a été stable entre 2013 et 2014. Les achats de produits ultra frais, tels que les fromages et yaourts frais, ont

régressé (- 1,7 % entre 2013 et 2014). Sur la même période, ceux de lait liquide et de beurre ont progressé.

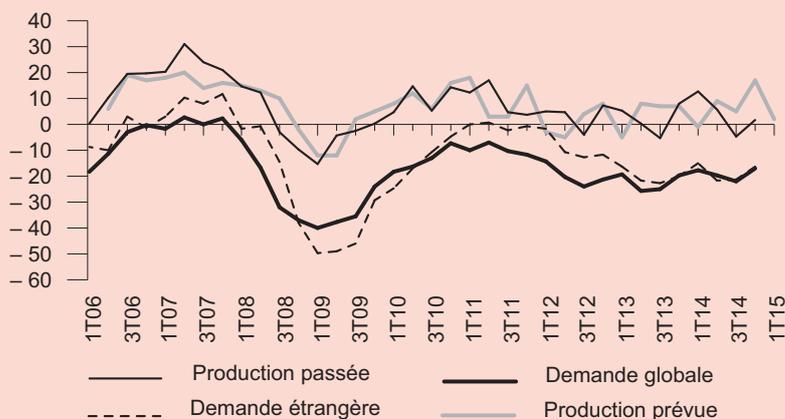
L'emploi dans les IAA a plutôt résisté en 2014

Fin 2014, les IAA au sens large (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) emploient 543 500 salariés, soit 1 300 emplois de moins que fin 2013 (- 0,2 %). Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a reculé sur un an (- 1,5 %), soit 42 300 emplois de moins. Fin décembre 2014, l'industrie manufacturière, employait 2,8 millions de salariés.

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee au 4^e trimestre 2014, l'activité des IAA a augmenté tandis qu'elle était en retrait au trimestre précédent. Les carnets de commande,

qu'ils émanent de France ou de l'étranger, sont toujours considérés comme peu étoffés. Les perspectives personnelles de production du 1^{er} trimestre 2015 restent mitigées.

En 2014, les commandes globales ont de nouveau été moins étoffées



Note du graphique : les indicateurs présentés correspondent à la différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse)

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

Légère hausse de la production des IAA en 2014

	Année 2014/Année 2013 (%)					Solde (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2014	2013
Produits des industries alimentaires	0,3	- 1,6	0,7	- 0,1	0,7	- 2 632	- 2 372
Viandes et produits à base de viandes	- 0,3	- 1,8	0,0	- 6,2	- 1,1	- 1 115	- 881
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 5,4	0,5	- 0,3	- 9,7	0,3	- 2 799	- 2 707
Produits à base de fruits et légumes	0,8	0,7	3,4	1,8	2,0	- 2 347	- 2 297
Huiles et graisses végétales et animales	8,6	- 11,4	- 6,1	- 10,2	- 8,1	- 2 292	- 2 467
Produits laitiers	0,8	3,2	4,4	6,3	4,8	3 498	3 244
Produits du travail des grains et produits amylacés	2,5	- 8,7	- 4,6	- 5,5	- 2,3	1 123	1 242
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	2,5	- 0,2	1,6	0,3	0,1	- 393	- 396
Autres produits alimentaires	- 1,5	- 1,9	0,7	0,8	5,6	472	793
Aliments pour animaux	- 0,8	- 7,4	- 3,4	5,9	- 1,5	1 222	1 097
Boissons*	3,5	3,2	2,8	- 2,0	- 0,5	10 443	10 707
IAA hors tabac	0,8	- 0,8	0,9	- 0,7	0,6	7 811	8 335

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	4 ^e trimestre 2014/4 ^e trimestre 2013 (%)					Solde (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	4 ^e trimestre 2014	4 ^e trimestre 2013
Produits des industries alimentaires	- 0,2	- 2,5	0,3	- 1,3	0,1	- 478	- 372
Viandes et produits à base de viandes	1,5	- 3,8	0,1	- 5,3	- 4,9	- 130	- 131
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 4,2	- 2,3	2,0	- 24,6	2,7	- 754	- 652
Produits à base de fruits et légumes	- 6,8	- 0,8	3,8	- 0,7	5,3	- 616	- 556
Huiles et graisses végétales et animales	6,8	- 7,5	0,0	- 6,7	- 14,7	- 508	- 625
Produits laitiers	- 1,4	1,6	0,5	1,5	- 1,4	982	945
Produits du travail des grains et produits amylacés	0,2	- 5,9	- 2,0	- 4,7	- 1,0	265	293
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	1,6	- 0,9	1,0	0,6	0,6	- 118	- 117
Autres produits alimentaires	0,6	- 3,0	1,0	2,2	7,5	91	183
Aliments pour animaux	- 0,9	- 6,6	- 4,0	6,5	5,3	309	288
Boissons*	3,5	2,5	1,6	2,2	- 4,4	3 064	2 945
IAA hors tabac	0,5	- 1,6	0,4	- 0,1	- 0,3	2 586	2 573

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	3 ^e trimestre 2014/3 ^e trimestre 2013 (%)					Solde (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	3 ^e trimestre 2014	3 ^e trimestre 2013
Produits des industries alimentaires	1,3	- 1,6	0,7	- 1,4	1,0	- 876	- 702
Viandes et produits à base de viandes	0,0	- 2,1	- 0,8	- 7,2	- 3,1	- 318	- 278
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 5,0	- 1,2	- 2,9	- 3,2	- 1,2	- 714	- 720
Produits à base de fruits et légumes	2,5	1,4	3,6	0,9	- 0,1	- 561	- 566
Huiles et graisses végétales et animales	10,1	- 11,8	- 5,1	- 15,7	- 5,7	- 632	- 641
Produits laitiers	2,1	2,1	3,2	4,0	1,6	766	716
Produits du travail des grains et produits amylacés	3,4	- 7,5	- 3,8	- 4,6	- 1,1	288	316
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	4,5	- 0,5	2,7	0,9	1,0	- 77	- 76
Autres produits alimentaires	- 0,2	- 1,5	1,0	- 2,0	10,1	61	265
Aliments pour animaux	- 0,4	- 6,2	- 2,1	6,9	2,3	311	283
Boissons*	0,5	3,6	- 0,2	0,5	3,2	2 757	2 765
IAA hors tabac	1,2	- 0,8	0,6	- 0,7	1,2	1 882	2 063

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	2 ^e trimestre 2014/2 ^e trimestre 2013 (%)					Solde (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2 ^e trimestre 2014	2 ^e trimestre 2013
Produits des industries alimentaires	1,0	- 1,0	1,8	- 0,5	0,3	- 793	- 729
Viandes et produits à base de viandes	0,7	- 0,4	2,6	- 3,5	3,2	- 362	- 276
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 3,2	1,5	0,8	2,9	- 1,3	- 701	- 718
Produits à base de fruits et légumes	10,4	0,8	4,9	2,7	- 0,9	- 596	- 620
Huiles et graisses végétales et animales	10,7	- 12,5	- 6,8	- 8,1	- 8,5	- 581	- 637
Produits laitiers	0,8	4,8	6,2	6,9	7,5	812	764
Produits du travail des grains et produits amylacés	2,6	- 10,5	- 7,8	- 8,2	- 2,9	282	331
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	3,8	0,0	2,9	1,1	- 0,1	- 85	- 90
Autres produits alimentaires	- 4,4	- 1,4	0,8	- 4,2	2,6	133	254
Aliments pour animaux	0,3	- 7,4	- 2,5	5,5	- 8,4	306	263
Boissons*	3,8	4,0	6,0	- 8,3	- 4,2	2 439	2 695
IAA hors tabac	1,5	- 0,1	2,3	- 3,0	- 0,1	1 646	1 967

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	1 ^{er} trimestre 2014/1 ^{er} trimestre 2013 (%)					Solde (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	1 ^{er} trimestre 2014	1 ^{er} trimestre 2013
Produits des industries alimentaires	- 1,0	- 1,3	- 0,1	2,8	1,5	- 485	- 570
Viandes et produits à base de viandes	- 3,4	- 1,1	- 2,0	- 8,8	0,3	- 305	- 196
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 9,5	4,3	- 2,3	- 3,2	0,7	- 630	- 618
Produits à base de fruits et légumes	- 1,0	1,4	1,0	4,3	4,0	- 575	- 555
Huiles et graisses végétales et animales	7,3	- 13,2	- 12,0	- 11,3	- 3,3	- 571	- 564
Produits laitiers	1,7	4,4	8,1	13,3	11,8	939	819
Produits du travail des grains et produits amylacés	3,9	- 10,7	- 4,6	- 4,5	- 4,3	288	302
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	0,3	0,6	- 0,2	- 1,5	- 1,1	- 113	- 113
Autres produits alimentaires	- 1,9	- 1,8	- 0,2	7,2	2,0	186	91
Aliments pour animaux	- 2,2	- 9,5	- 4,9	4,5	- 4,6	296	264
Boissons*	7,1	2,7	- 0,2	- 3,1	4,6	2 182	2 303
IAA hors tabac	0,1	- 0,6	0,6	1,1	1,7	1 697	1 733

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Le déficit commercial des viandes fragilisé par le recul des ventes à l'étranger en 2014

Après deux années en repli, la production de *viandes et produits à base de viande* s'est orientée à la hausse à partir du 2^d semestre 2014. La production de *viande bovine* s'est redressée dans la deuxième moitié de 2014, s'appuyant sur l'accroissement des abattages de vaches laitières lié à la dégradation du marché du lait à la fin de l'été. La production de *viande porcine* a stagné en 2014, la hausse du poids d'abattage compensant le recul du nombre d'animaux abattus. La production de *viande ovine*, orientée à la baisse depuis de nombreuses années, s'est stabilisée en 2014. La production de *viande de volailles* s'est repliée, parallèlement à la diminution des abattages de poulet. Plus précisément, ce sont les abattages de poulet destinés à l'exportation vers le Moyen-Orient qui ont reflué, la suppression des aides européennes à l'exportation depuis juillet 2013 rendant la concurrence plus vive sur ce marché. La production de *charcuterie industrielle* a continué à diminuer en 2014 (-1,5 %) à un rythme plus soutenu que dans l'Union européenne (-0,4 %).

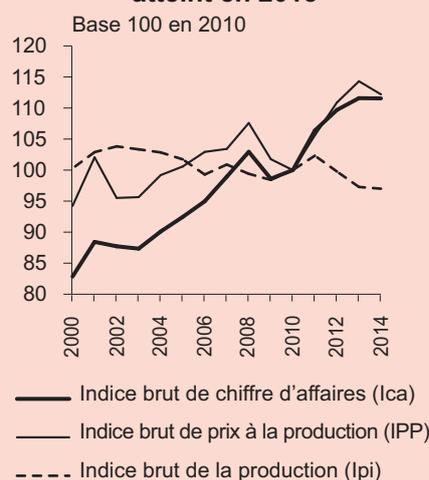
Le chiffre d'affaires des industries des *viandes et produits à base de viande* est resté stable en 2014, la progression de la production ayant été effacée par l'inflexion des prix. Ces derniers, très élevés en 2013,

se sont contractés tout au long de l'année, avec une accélération à la fin de l'été. Les prix des industries des *viandes de boucherie* et de *volailles* ont diminué sensiblement au même rythme, autour de 3 % sur un an, en lien avec le recul des prix des animaux. Les prix des industries de la *charcuterie* ont baissé à partir de septembre, dans un contexte de décrochage du prix du porc charcutier en France et dans les autres pays producteurs de l'Union européenne.

Le déficit commercial *des viandes et produits à base de viande* a continué de se dégrader en 2014, plombé par

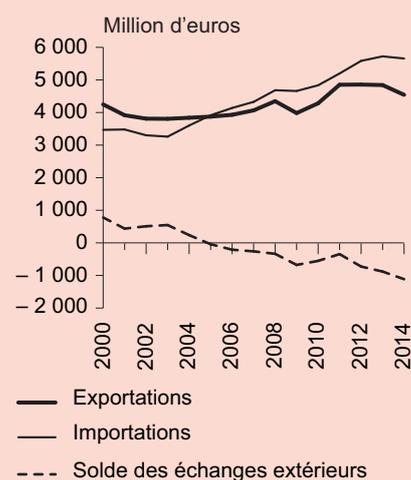
la diminution des ventes à l'étranger. Les expéditions de *viande bovine* ont reculé en valeur et volume, tout comme celles de *viande porcine*, affectées par l'embargo politique et l'embargo sanitaire sur le porc décidés par la Russie. Les exportations de *viande de volaille* ont souffert de la réduction des ventes de poulet vers le Moyen-Orient consécutive à l'arrêt des subventions européennes à l'exportation. Les exportations de *produits à base de viande* ont diminué autant que les importations ont augmenté, creusant un peu plus le déficit du commerce extérieur de la *charcuterie industrielle*.

Les prix ont diminué en 2014 après le haut niveau atteint en 2013



Sources : Insee, SSP - Agreste

Les ventes vers l'étranger ont reculé en 2014



Source : DGDDI (Douanes)

Reprise de la production de viandes au second semestre 2014

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2014/1 ^{er} sem. 2013					2 ^e sem. 2014/2 ^e sem. 2013					Année 2014/Année 2013				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
Viandes et produits à base de viande	-1,3	-0,7	0,3	-6,2	1,8	0,7	-2,9	-0,3	-6,2	-4,0	-0,3	-1,8	0,0	-6,2	-1,1
Viandes de bouch. et produits d'abat.	-0,4	-1,4	-0,3	-3,6	0,1	1,6	-5,3	-2,6	-9,9	-5,8	0,6	-3,4	-1,4	-6,8	-2,9
Viandes de volailles	-2,8	-2,2	-2,1	-13,6	5,4	1,4	-2,8	1,1	-1,1	-4,2	-0,7	-2,5	-0,4	-7,1	0,5
Produits à base de viande	-1,7	0,3	2,5	-4,3	4,1	-1,3	-1,8	1,5	-1,0	2,1	-1,5	-0,7	2,0	-2,5	3,1

* En valeur

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

Dynamisme de la production d'huiles et graisses en 2014

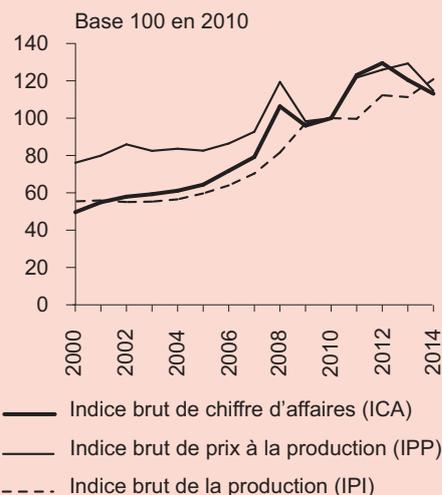
Après un repli en 2013, la fabrication d'huiles et graisses est repartie à la hausse en 2014, dans un contexte d'abondance des récoltes française et mondiale de graines oléagineuses. La production a été particulièrement dynamique pour les huiles raffinées, permettant un accroissement des quantités vendues hors de l'hexagone, notamment en huile de colza (+ 27 %). Corollaire de la hausse des fabrications, le recours aux importations d'huiles brutes et raffinées de colza s'est, lui, fortement réduit. Ainsi, pour l'ensemble du secteur des huiles et graisses, le montant du déficit commercial s'est atténué en 2014. Il reste toutefois l'un des plus élevés des industries agroalimentaires.

La baisse des prix à la production des huiles et graisses, amorcée en milieu d'année 2013, s'est accentuée en 2014, sous l'influence du recul du prix des matières premières destinées à la production d'huiles.

Abondance des récoltes, baisse des cours du pétrole et de l'huile de palme ont en effet entraîné le prix des oléagineux vers le bas. Entre

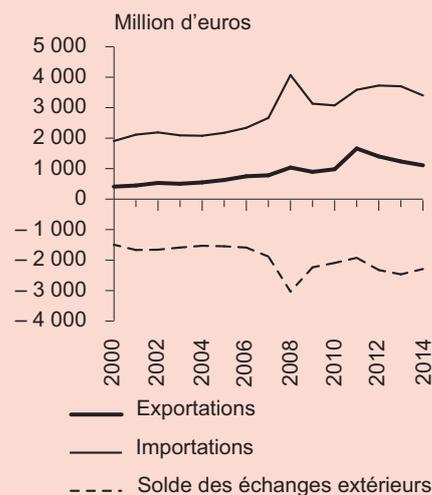
2013 et 2014, le chiffre d'affaires des huiles et graisses s'est rétracté, la hausse de l'activité ayant été effacée par le recul des prix.

Le recul des prix a pénalisé le chiffre d'affaires



Sources : Insee, SSP-Agreste

Le déficit commercial s'est réduit en 2014



Source : DGDDI (Douanes)

Des volumes produits en hausse, des prix en baisse

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2014/1 ^{er} sem. 2013					2 ^e sem. 2014/2 ^e sem. 2013					Année 2014/Année 2013				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
Huiles et graisses végétales et anim.	9,0	- 12,8	- 9,4	- 9,7	- 6,0	8,2	- 9,8	- 2,5	- 10,8	- 10,3	8,6	- 11,4	- 6,1	- 10,2	- 8,1
Huiles et graisses	9,4	- 13,4	- 9,8	- 10,1	- 5,6	8,6	- 10,3	- 2,5	- 11,1	- 10,5	9,0	- 11,9	- 6,4	- 10,6	- 8,0
Huiles brutes et tourteaux	6,5		- 11,2			3,6		- 4,4			5,0		- 8,0		
Huiles raffinées	15,6	- 7,4				19,3	- 6,7				17,4	- 7,1			
Margarine	- 4,9		- 2,0	2,5	- 10,6	- 3,4		- 1,3	- 4,7	- 8,0	- 4,1		- 1,7	- 1,3	- 9,3

* En valeur

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

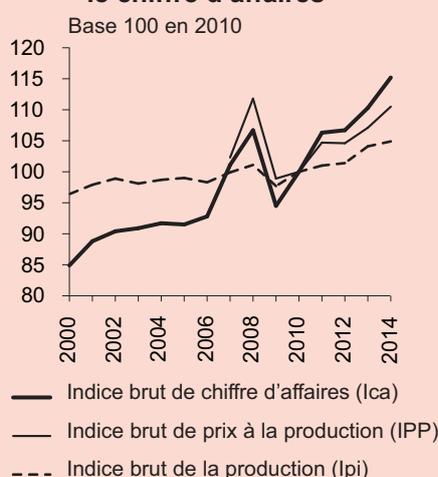
Les exportations de produits laitiers ont atteint un niveau record en 2014

En 2014, dans un contexte de collecte laitière accrue, les fabrications de *produits laitiers* ont diversement évolué. Les productions de *beurre* et de *poudres de lait*, des produits industriels rapidement et facilement stockables, très prisés sur le marché mondial, ont fortement augmenté tandis que celles des produits de grande consommation, tels que le lait liquide et les yaourts, se sont tassées. Les fabrications de *fromages*, stables sur l'année, ont diminué à partir de l'annonce de l'embargo russe, les industriels anticipant des difficultés d'écoulement pour ces produits. En nette hausse depuis la mi-2013, les prix à la production des *produits laitiers* se sont détendus au second semestre 2014, entraînant en retour la baisse de la collecte et des fabrications. Le prix des *poudres de lait*, très élevé début 2014, a chuté en deuxième partie d'année, résultat d'une abondance de l'offre mondiale et du fléchissement de la demande chinoise avec l'embargo russe en toile de fond. S'appuyant sur le dynamisme des prix au premier semestre, le chiffre d'affaires des *produits laitiers* a continué de progresser en 2014.

Avec 3,5 milliards d'euros, l'excédent commercial des *produits laitiers* a atteint en 2014 un niveau historiquement élevé. Les volumes de *beurre* et de *poudres de lait*, fabriqués en quantité plus importante en 2014, ont trouvé des débouchés sur le marché mondial et ont contribué majoritairement à l'augmentation de la valeur des exportations totales de

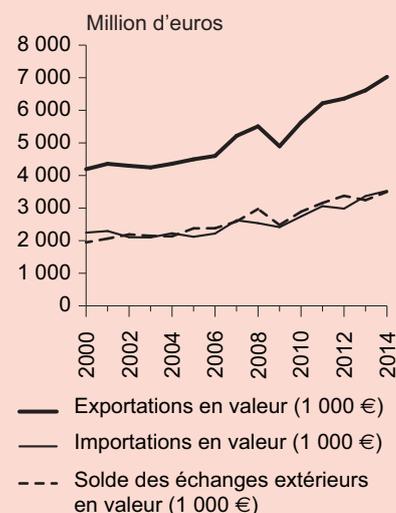
produits laitiers. L'accroissement des exportations de poudres de lait écrémé s'est appuyé sur la hausse des demandes asiatique et algérienne. La progression des exportations de *beurre* a été soutenue par le marché européen. Sur fond d'embargo russe, les ventes de fromages ont à peine augmenté, pénalisées par le recul des volumes exportés.

La fermeté des prix a soutenu le chiffre d'affaires



Sources : Insee, SSP - Agreste

Bonne tenue à l'exportation pour les produits laitiers



Source : DGDDI (Douanes)

Dynamisme des fabrications de poudres de lait et de beurre

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2014/1 ^{er} sem. 2013					2 ^e sem. 2014/2 ^e sem. 2013					Année 2014/Année 2013				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*
Produits laitiers	1,2	4,6	7,2	10,0	9,4	0,3	1,9	1,8	2,7	0,1	0,8	3,2	4,4	6,3	4,8
Produits laitiers et fromages	1,2	4,6	7,4	10,1	9,5	0,4	1,9	2,0	2,7	0,8	0,8	3,2	4,6	6,3	5,1
Lait liquide, crème de lait, produits frais	- 1,7		6,7			0,1		2,5			- 0,8		4,6		
Lait liquide		6,9		9,4	- 10,8		6,1		- 3,9	14,1		6,5		2,9	1,1
Crème de lait		6,8		0,2	- 2,7		4,8		- 5,0	- 4,0		5,8		- 2,4	- 3,3
Produits frais : yaourts, desserts lactés frais		0,5		0,2	- 3,8		2,2		- 5,3	4,5		1,3		- 2,5	0,3
Beurre conditionné GMS	5,9	6,8	9,6	29,3	15,4	8,5	0,8	0,0	21,9	- 0,5	7,1	3,7	4,6	25,4	7,0
Fromages	1,8	4,9	6,4	2,2	14,2	- 1,3	4,5	2,4	- 0,1	1,6	0,3	4,7	4,3	1,0	7,5
Laits secs	4,7	17,5	10,5			3,0	- 9,4	0,6			3,9	3,2	5,6		
Lait en poudre écrémé				63,9	- 16,6				38,3	- 27,7				51,4	- 22,3
Lait en poudre entier				27,8	24,8				- 1,5	35,6				12,2	29,9
Caséine et caséinates		1,5		23,1	1,8		- 2,9		33,8	2,5		- 0,7		27,9	2,1
Glaces et sorbets	1,6	- 1,8	1,4	7,4	8,5	- 3,0	- 2,7	- 3,7	2,9	- 11,0	- 0,2	- 2,2	- 1,3	5,4	0,2

* En valeur

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

L'excédent commercial des « autres produits alimentaires » a atteint un niveau historiquement bas

En croissance en 2014, la production de chocolat et confiserie fait exception parmi les « autres produits alimentaires ». Les autres productions de ce secteur, sucre en morceaux, café, thé, aliments pour enfants, plats préparés et autres préparations alimentaires ont en effet toutes diminué. Ainsi, la fabrication d'aliments pour enfants a baissé en 2014 au même rythme qu'elle avait augmenté un an auparavant. La fabrication de plats préparés s'est encore contractée en 2014 (-2,4%) mais beaucoup moins qu'en 2013 (-12,7%), année marquée par la fraude concernant l'utilisation de la viande de cheval. La production de sucre en morceaux a, elle aussi, diminué, prolongeant une tendance baissière de long terme.

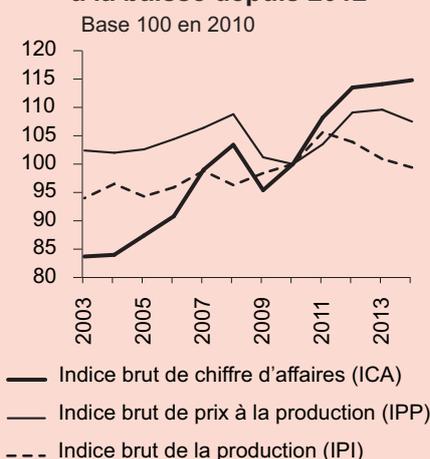
À l'exception du prix du sucre, qui a chuté dans un contexte d'offre mondiale abondante, les prix des autres productions ont peu varié. Le prix des cafés et thés transformés a baissé sur l'année mais s'est réorienté à la hausse au deuxième semestre. Les prix du chocolat et de la confiserie ont maintenu leur cap haussier. Le prix des aliments pour enfants a légèrement augmenté et celui des plats préparés s'est maintenu.

Le chiffre d'affaires du secteur a faiblement progressé en 2014. Mais le contraste est grand entre la forte baisse pour le sucre, celle, moins accentuée, pour les cafés et thés et la hausse pour toutes les autres productions.

L'année 2014 a été une année de baisse sans précédent (-40%) pour l'excédent des échanges des « autres produits alimentaires », dont le montant passe en dessous de 500 millions d'euros. Les importations se sont en effet accrues de 379 millions

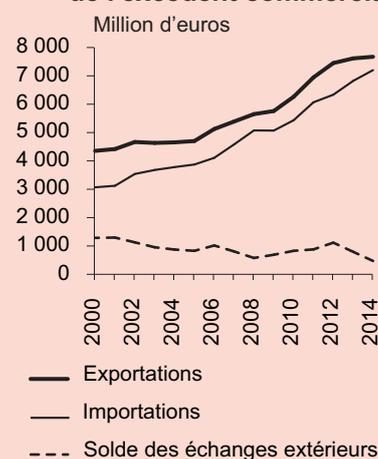
d'euros, soit presque sept fois plus que les exportations. La baisse de la valeur des exportations de sucre, pénalisées par la chute des prix du sucre, malgré une hausse des quantités vendues à l'étranger, a en effet grevé la valeur des exportations des « autres produits alimentaires ». La progression de la valeur des importations s'explique principalement par la forte hausse du prix du beurre de cacao qui a gonflé le montant de ses importations et par l'augmentation des volumes achetés de confiseries au chocolat.

La production s'est orientée à la baisse depuis 2012



Sources : Insee, SSP - Agreste

Forte réduction de l'excédent commercial



Source : DGDDI (Douanes)

Seule la production de chocolat et confiserie a augmenté

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2014/1 ^{er} sem. 2013					2 ^e sem. 2014/2 ^e sem. 2013					Année 2014/Année 2013				
	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tations*	Impor- tations*	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tations*	Impor- tations*	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tations*	Impor- tations*
Autres produits alimentaires	-3,1	-1,6	0,3	1,4	2,3	0,2	-2,2	1,0	0,2	8,7	-1,5	-1,9	0,7	0,8	5,6
Sucre	1,7	-9,7	-10,2	-11,4	-11,1	-10,5	-17,4	-11,6	-13,3	5,3	-4,1	-13,5	-10,9	-12,3	-3,6
Cacao, chocolat et produits de confiserie	7,0	0,7	4,0	3,4	5,2	9,0	0,8	5,6	4,4	13,5	8,0	0,8	4,8	3,9	9,6
Café et thé transformés	-6,6	-3,9	-7,7	6,5	0,1	5,4	0,9	-1,0	4,4	5,3	-0,6	-1,5	-4,3	5,4	2,8
Condiments et assaisonnements		1,5	2,9	-0,3	3,7		0,0	2,7	-0,1	10,3		0,7	2,8	-0,2	7,0
Plats préparés	-2,5	0,3	1,3	8,5	6,2	-2,3	-0,6	1,2	3,6	7,7	-2,4	-0,1	1,2	5,9	7,0
Aliments adaptés à l'enfant et diététiques	-6,2	1,5	3,8	-0,6	-20,5	-4,7	1,7	1,6	-9,8	-20,0	-5,5	1,6	2,7	-5,3	-20,3
Produits alimentaires divers	-10,0	-1,9	2,5	4,3	5,9	-7,9	-0,1	1,7	5,0	8,9	-9,0	-1,0	2,1	4,6	7,4

* En valeur

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

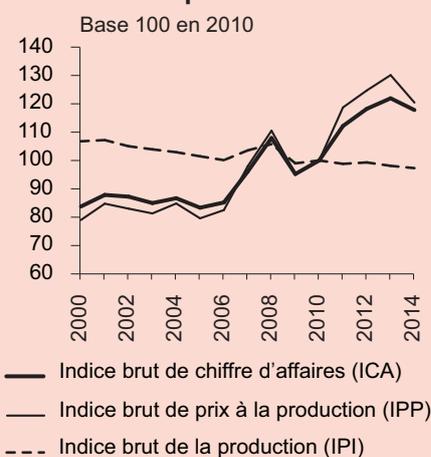
Le prix des aliments pour animaux a reculé en 2014

En 2014, la production d'aliments composés pour animaux de ferme a peiné à se maintenir, freinée par la moindre demande en aliments pour porcins et poulets mais soutenue par l'augmentation des volumes en bovins lait. La fabrication d'aliments pour vaches laitières a, en effet, fortement progressé au premier semestre, encouragée par la hausse de la production laitière. Elle s'est ensuite réduite en seconde partie d'année, la très bonne récolte fourragère et le ralentissement de la collecte laitière ayant limité le recours aux aliments industriels. Pour les porcins, la production d'aliments industriels a de nouveau reculé en 2014, dans un contexte de réduction du cheptel et de progression des aliments fabriqués à la ferme. Les quantités d'aliments composés destinés aux volailles ont été quasiment stables : le recul des aliments pour poulet de chair, consécutif au ralentissement des productions de poulet export, a été compensé par la hausse des aliments à destination des autres volailles. Après une année de stabilité, la production d'aliments pour animaux de compagnie a régressé en 2014, fragilisée par les difficultés économiques de plusieurs entreprises de ce secteur.

Particulièrement élevés en 2013, les prix à la production des aliments pour animaux de ferme se sont fortement détendus en 2014, dans le sillage du recul des cours des céréales et des oléoprotéagineux. Moins fluctuant, le prix des aliments pour animaux de compagnie a conservé la même orientation haussière tout au long de l'année. L'évolution du chiffre d'affaires de la nutrition animale a été à l'image de celle des prix : à la baisse pour les aliments pour animaux de

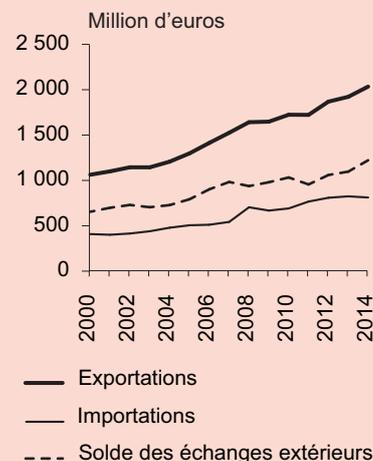
ferme, et à la hausse pour les aliments pour animaux de compagnie. Des quantités échangées en progression à l'exportation (+ 5,2 %), en recul à l'importation (- 1,3 %) et des prix mieux orientés à l'export (+ 0,7 %) qu'à l'import (- 0,3 %) ont été autant d'éléments favorables au solde des échanges des aliments pour animaux. Ce dernier, structurellement excédentaire, a encore progressé, une exception dans le paysage agroalimentaire en 2014.

L'érosion de la production d'aliments pour animaux s'est poursuivie



Sources : Insee, SSP - Agreste

L'excédent commercial des aliments pour animaux a continué à croître



Source : DGDDI (Douanes)

La baisse des prix entamée mi-2013 s'est prolongée en 2014

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2014/1 ^{er} sem. 2013					2 ^e sem. 2014/2 ^e sem. 2013					Année 2014/Année 2013				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*
Aliments pour animaux	- 1,0	- 8,5	- 3,7	5,0	- 6,5	- 0,7	- 6,4	- 3,1	6,7	3,8	- 0,8	- 7,4	- 3,4	5,9	- 1,5
Aliments pour animaux de ferme	- 0,3	- 10,3	- 6,6	1,3	- 0,7	- 0,3	- 7,9	- 5,3	5,0	1,1	- 0,3	- 9,2	- 6,0	3,1	0,2
Aliments pour animaux de compagnie	- 10,6	2,6	5,6	7,6	- 12,3	- 6,6	2,5	3,5	7,8	6,8	- 8,6	2,6	4,5	7,7	- 3,4

* En valeur

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

La production de boissons a rebondi en 2014

La fabrication de boissons s'est redressée en 2014, après un creux en 2013. L'année a été favorable pour toutes les boissons, à l'exception des *boissons alcooliques distillées*, comme le cognac ou les boissons anisées, dont les ventes ont reculé, à la suite du repli de la demande étrangère. Les ventes de *champagne* se sont ainsi réorientées à la hausse, stimulées par la reprise de la demande extérieure, notamment britannique et américaine. La production de *bière* et celle des *boissons rafraîchissantes* telles que les limonades, colas et sodas, ont, elles, fortement progressé, dopées par la coupe du monde de football et la douceur des climats printanier et automnal.

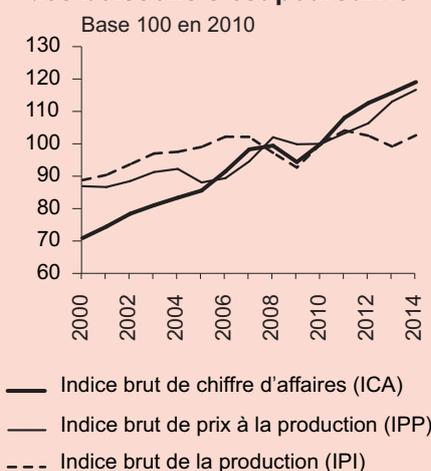
À la différence des prix des produits alimentaires, le prix à la production de l'ensemble des *boissons* a continué sur une note haussière en 2014. Il a été tiré par les prix des *vins* qui se sont encore accrus, la faiblesse des vendanges en 2012 et 2013 ayant limité les disponibilités. Le prix de la *bière* a progressé mais sans comparaison avec le bond de 2013 (+ 17 %), lié à la hausse de la taxation sur ce produit. En amont, le prix du *malt* a, lui, continué de reculer sous l'influence de la baisse des cours de l'orge de brasserie.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble des boissons a augmenté, au même rythme qu'en 2013, sous l'impulsion conjointe des hausses des prix et de la production. Seuls les chiffres d'affaires des *boissons alcooliques distillées* et du *malt* se sont rétractés, pénalisés respectivement par le recul des ventes et celui des prix.

Stable en 2013, l'excédent commercial des *boissons* s'est replié en 2014 (- 2,5 %) mais reste au-dessus des 10 milliards d'euros pour la troisième

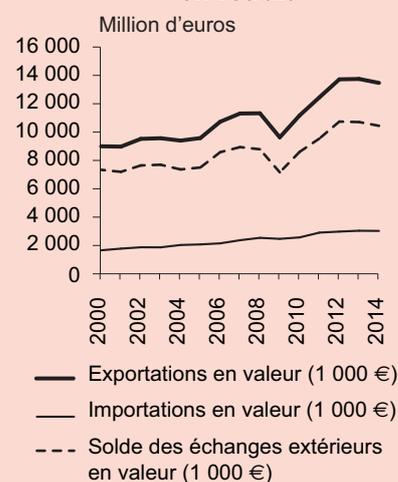
année consécutive. Les ventes à destination de l'étranger se sont contractées de 0,5 % en volume et de 1,6 % en valeur. Si les exportations de *champagne* ont repris, celles de *vins et spiritueux* ont souffert de la restriction des achats chinois, notamment en cognac, et du recul des ventes de *vins* à destination du Royaume-Uni, qui s'est tourné vers des vins néo-zélandais, italiens et américains, dans un contexte de creux de la production française.

La hausse du chiffre d'affaires des boissons s'est poursuivie



Sources : Insee, SSP - Agreste

Des exportations de boissons en retrait



Source : DGDDI (Douanes)

Dynamisme retrouvé pour la production de boissons

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2014/1 ^{er} sem. 2013					2 ^e sem. 2014/2 ^e sem. 2013					Année 2014/Année 2013				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*
Boissons**	5,3	3,4	5,4	-5,9	-0,2	2,0	3,0	0,7	1,4	-0,7	3,5	3,2	2,9	-2,0	-0,5
Boissons alcooliques distillées (cognac, eaux de vie, whisky, spiritueux)	-4,2	1,0	-3,7	-8,8	7,3	-1,5	1,2	-3,4	-1,7	-1,0	-2,8	1,1	-3,5	-5,0	2,8
Champagne et mousseux	1,4	1,3	3,2	8,3	42,6	0,4	3,1	2,0	7,5	25,0	0,7	2,2	2,5	7,8	33,2
Vins			2,8	-11,0	-10,4			3,8	0,3	-3,6			3,3	-5,4	-6,9
Cidre et autres vins de fruits		2,8		-1,9	0,2		2,9		-1,5	10,9		2,8		-1,7	5,4
Autres boissons fermentées non distillées		0,5	7,9	14,1	-17,5		0,9	0,7	-0,1	-8,7		0,7	4,2	6,7	-12,8
Bière	26,0	2,0	22,5	7,9	11,6	4,1	1,7	-1,8	6,3	6,9	14,4	1,9	9,6	7,1	9,2
Malt	0,1	-7,2	-4,8	-10,0	-36,8	-1,4	-6,7	-4,5	-8,2	-47,4	-0,6	-6,9	-4,7	-9,1	-42,4
Boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille	5,2	1,7	7,6	0,1	-10,4	9,3	2,4	2,4	3,2	-3,6	7,2	2,1	5,0	1,6	-7,0
<i>Boissons rafraîchissantes</i>	11,0	1,6	10,9	0,9	-12,6	24,1	-9,2	2,1	-0,5	-3,8	17,2	-3,8	6,5	0,2	-8,3
<i>Eaux de table</i>	3,2	2,0	2,0	-0,6	5,3	4,5	2,2	2,8	6,8	-2,3	3,8	2,1	2,4	3,1	1,5

* En valeur

**non compris les vins pour la production et les fabrications de cidres et vins de fruits pour le chiffre d'affaires

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

Autres secteurs

Le chiffre d'affaires des produits à base de fruits et légumes a progressé

En chute en 2013 (- 7,4 %), à la suite de la faiblesse des récoltes, la production de *légumes transformés* a légèrement augmenté en 2014 (+ 1,1 %) mais la tendance reste à l'érosion des volumes produits. C'est l'inverse pour les fabrications de *préparations et conserves à base de fruits* : après le bond de 2013 (+ 13 %), la production a diminué (- 2,1 %) mais maintient son cap haussier, portée par le succès des compotes. Les volumes de *jus de fruits* produits ont augmenté notamment à partir de septembre, la douceur du climat automnal ayant dopé la consommation. La production de *pommes de terre transformées* a dépassé de 1,3 % celle de 2013 mais reste tendanciellement stable. Les prix à la production des *fruits et légumes transformés* ont ralenti leur progression (+ 0,7 % en 2014 contre + 1,2 % en 2013). Les prix des *compotes et purées de fruits* ont diminué, dans le sillage du recul du prix des pommes. Les prix des *jus de fruits*, qu'ils soient à base d'oranges, de pommes ou d'autres fruits, ont également baissé. Les prix des *fruits en conserve et des légumes*, appertisés

ou surgelés, ont, eux, augmenté. Les chiffres d'affaires de l'ensemble des *fruits et légumes transformés* ont tous été supérieurs à ceux de 2013. Après une année de stabilité, le déficit commercial des *fruits et légumes transformés* s'est aggravé en 2014.

Le prix des produits issus des céréales (farines, semoules, produits amylicés) a décroché du haut niveau de 2013

Après une année de ralentissement, la production de *produits amylicés* a timidement augmenté en 2014 (+ 1,3 %). Stables depuis 2011, les quantités de *farines* produites ont diminué (- 3,2 %). Les prix à la production des *farines* et ceux des *produits amylicés* ont décroché des hauts niveaux enregistrés en 2013, compte tenu de la chute du cours des céréales. Rompant avec deux années de stabilité, l'excédent commercial des *produits issus des céréales* (farines, semoule, produits amylicés) a diminué de 10 % en 2014.

Le déficit commercial des produits de la boulangerie-pâtisserie et des pâtes alimentaires s'est stabilisé

La fabrication de *biscuits, biscottes et pâtisserie de conservation* a aug-

menté en 2014 (+ 2,3 %), après un recul en 2013. Celle de *pâtes alimentaires sèches* a continué à progresser (+ 3,3 %), les exportations de semoule de blé dur ayant été réduites pour pallier les deux mauvaises récoltes de 2013 et 2014. Les prix à la production des produits de la *boulangerie-pâtisserie et des pâtes alimentaires* ont stagné mais à un niveau élevé. Le déficit commercial du secteur, qui s'était réduit en 2013, s'est stabilisé en 2014 autour de 395 millions d'euros.

La production de produits préparés de la pêche a encore diminué

En baisse depuis 2012, la production de *produits préparés* de la pêche a continué sur cette tendance en 2014 (- 5,4 %). Les prix se sont stabilisés, après plusieurs années de hausse. Le déficit commercial a continué à se creuser, pénalisé par la diminution des quantités exportées (- 12 %). Atteignant 2,8 milliards d'euros en 2014, le déficit commercial des *produits de la pêche* demeure le plus élevé du paysage agroalimentaire français.

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév.2, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y c. de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12).

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>

Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.

Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.

Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.

- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
- l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

IAA 2012 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2012, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient près de 85 000 entreprises et employaient 690 000 salariés en équivalent temps plein d'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises. Parmi elles, les industries agroalimentaires comptaient 15 800 entreprises et 426 000 salariés (hors artisanat commercial). Ces industries ont réalisé 44 % du chiffre d'affaires des entrepri-

ses agroalimentaires. La transformation de produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 37 % chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 39 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités ont par ailleurs été à l'origine de 30 % de la valeur ajoutée et de 32 % des exportations directes. Les industries très exportatrices de boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) ont constitué les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des entreprises agroalimentaires en 2012

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombres d'unités légalés	Effectifs salariés en équivalent temps plein	Effectifs salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée ¹ million d'euros
				Total million d'euros	dont à l'exportation %	
Ensemble des entreprises alimentaires	85 189	689 129	773 796	371 861	18,7	52 990
Industrie agroalimentaire	15 788	380 790	425 640	165 190	21,1	31 518
Industries alimentaires	12 671	339 689	374 740	138 552	19,3	24 339
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 604	103 538	111 623	33 839	11,4	5 235
Transf. & conserv. poissons, crust., etc.	317	11 056	11 990	3 516	10,6	607
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 235	22 435	23 315	7 681	18,2	1 543
Fab. huile et graisse végétale & animale	225	3 641	3 758	8 085	40,9	469
Fabrication de prod. laitiers	1 204	51 317	55 265	27 667	20,7	4 368
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	488	13 440	14 406	7 412	44,6	1 345
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 813	45 162	55 940	10 624	14,4	2 602
Fabrication autres produits alimentaires	4 353	72 313	80 225	26 765	19,7	6 524
Fabrication d'aliments pour animaux	432	16 787	18 218	12 963	15,4	1 645
Fabrication de boissons	3 117	41 101	50 900	26 637	30,5	7 179
Commerce de gros de prod. agroalimentaires (hors tabac)	24 597	170 438	188 833	193 419	17,8	15 286
Artisanat commercial	44 804	137 901	159 323	13 252	0,6	6 186
Charcuterie	4 695	13 161	13 719	1 706	0,7	620
Cuisson de produits de boulangerie	3 131	7 197	8 887	783	0,1	315
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	31 833	101 113	115 152	9 421	0,4	4 580
Pâtisserie	5 145	16 430	21 565	1 342	1,8	672

1. Y compris autres produits et autres charges

Champ : entreprises des industries agroalimentaires, de l'artisanat commercial et du commerce de gros agroalimentaires, hors tabac, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2012, traitement SSP

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur

Les synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 3^e trimestre 2014, le volume de la production des IAA a progressé légèrement par rapport au 3^e trimestre 2013 » Synthèses n° 2015/259, janvier 2015
- « Le volume de la production des IAA est en hausse entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014 » Synthèses n° 2014/247, octobre 2014
- « Au 1^{er} trimestre 2014, la production des IAA en hausse légère sur un an » Synthèses n° 2014/246, juillet 2014
- « En 2013, la production des IAA s'est repliée » Synthèses n° 2014/238, avril 2014
- « Au 3^e trimestre 2013, le repli de l'activité des IAA se poursuit, mais à un rythme plus modéré » Synthèses n° 2014/230, janvier 2014
- « Le recul de l'activité des IAA s'est tassé au 2^e trimestre 2013 » Synthèses n° 2013/220, octobre 2013
- « L'activité des IAA ralentit en 2012 », Synthèses n° 2013/209, avril 2013
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « IAA : une activité soutenue sur fond de hausse des prix », Synthèses n° 2011/156, juillet 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010

Les primeurs IAA :

- « Les entreprises agroalimentaires en 2011 », Agreste primeur n° 309, mars 2014
- « Une hausse plus modérée des ventes de produits agroalimentaires en 2012 », Agreste primeur n° 305, novembre 2013
- « Les exportations et les prix dopent les ventes » Agreste Primeur n° 287, septembre 2012
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques

BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 85 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2015

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr